

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

Documents officiels



7^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 29 mai 1978,
à 11 heures

NEW YORK

Président : M. Lazar MOJSOV (Yougoslavie).

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Débat général (suite)

1. M. GAUCI (Malte) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, ma délégation partage le sentiment d'espoir et d'attente qui caractérise cette session extraordinaire sur le désarmement. Nous estimons qu'il est particulièrement approprié qu'une fois de plus on vous ait demandé de présider à nos efforts : c'est la reconnaissance de vos qualités personnelles ainsi que de la contribution de votre pays à l'établissement de la paix. Nous sommes grandement encouragés par le message d'inspiration élevée du président Tito [*2^e séance*].
2. Nous sommes profondément reconnaissants au Président et aux membres du Comité préparatoire pour la longue patience qui a caractérisé leur travail important. Il me faut dire un mot particulier à M. Ortiz de Rozas, de l'Argentine, pour l'impulsion dynamique qu'il a donnée aux travaux du Comité. Ce n'est certainement pas faute d'effort de sa part si le domaine de désaccord, même sur le papier, demeure encore si vaste. Jamais auparavant peut-être n'a-t-on consacré tant d'efforts et tant d'attention au désarmement pendant une période aussi prolongée. Malheureusement, nous devons dès l'abord reconnaître qu'il y a eu très peu de résultats tangibles par rapport à l'immensité de l'effort déployé.
3. Un des résultats prévisibles, mais moins positif, est l'abondance des documents dont nous sommes saisis et qui, selon une tradition bien établie, n'ont paru qu'à la veille de la session, comme si l'on voulait s'assurer que personne ne pourrait les étudier en profondeur. En fait, cela représente une accumulation de bonnes intentions, dont la plupart jusqu'à présent n'ont pas été réalisées, et qui cachent des divergences de fond sous de vagues formules. Le résultat principal du Comité préparatoire est altéré par la maladie moderne des crochets. Tout cela est la manifestation non seulement de la complexité des questions du désarmement, mais aussi de notre incapacité à trouver des solutions adéquates, dans le cadre des méthodes et des habitudes actuelles.
4. Néanmoins, bien que notre humeur soit sombre, nos efforts ne sauraient en rester là, et nous trouvons une consolation dans le fait que nous avons encore devant nous une période de négociations intenses et productives, nous l'espérons, avec la participation de

représentants internationaux d'un niveau impressionnant. C'est pourquoi ma délégation continue à nourrir l'espoir que nous réussirons au moins à éliminer certaines des divergences fondamentales actuelles dans la conception des problèmes et que nous trouverons au moins un nouvel élan, un renouveau de nos efforts dans des directions diverses.

5. Au cours de la présente session, nous ne croyons pas devoir consacrer du temps à épiloguer sur les peu nombreux mais retentissants accords de contrôle des armements, accords qui ont été négociés soit ouvertement à la Conférence du Comité du désarmement, soit secrètement dans des conversations bilatérales, pendant les quelque deux dernières décennies; nous n'avons pas besoin non plus d'entendre de belles paroles sur les propositions faites dans le passé et immédiatement rejetées en raison de leur approche unilatérale qui les condamnait naturellement à l'échec. Nous voulons au contraire entendre parler des plans concrets qui pourraient être mis sur pied pour réaliser le progrès qui, jusqu'à présent, nous a échappé.

6. Nous avons écouté avec respect et attention, et continuerons à le faire, les déclarations de ceux qui ont une responsabilité particulière en matière de progrès, dans l'espoir que des solutions importantes sur un ou deux points importants pourront être trouvées. Mais nous estimons qu'à la présente session il nous faut aller au-delà de ce genre de déclarations que nous avons entendues pendant des années du haut de cette tribune, chacune plus noble que la précédente et soulevant de grands espoirs, vite déçus par les événements ultérieurs.

7. Nous avons toujours cherché un accord pratique sur les mesures de désarmement, mais le bilan des résultats obtenus est bien maigre. Il ne nous satisfait guère. Les résultats sont diamétralement opposés aux intentions déclarées. Après un quart de siècle de négociations, nous nous sommes éloignés aussi souvent de l'objectif affirmé de désarmement général et complet qu'il a été solennellement réaffirmé chaque année.

8. A mesure qu'il était réaffirmé chaque année dans cette enceinte, de nombreux rapports paraissaient, décrivant de nouveaux systèmes d'armes mis en œuvre ou envisagés. Malheureusement, nous devons constater que, depuis deux ans que la décision de tenir cette session a été prise, les dépenses et les progrès qualitatifs ont continué sans relâche; un nombre impressionnant de systèmes d'armes plus perfectionnés sont apparus, au point de donner à ceux qui prennent des décisions la terrible responsabilité de choisir entre déployer, différer ou abandonner la production, la première option étant généralement préférée. Ce serait vraiment l'échec de nos

efforts si le même processus devait se poursuivre inexorablement après la tenue de cette session, en opposition totale avec la nécessité, la logique ou la morale. La raison semble avoir perdu son absolue prééminence.

9. Les problèmes sont immenses et ils deviennent progressivement de plus en plus difficiles. Il n'est pas besoin de le souligner. D'autres orateurs ont déjà donné bien des exemples. Certains problèmes ont plus d'importance et méritent d'être répétés : les accords négociés sur le contrôle des armes entre les superpuissances n'ont pas arrêté la course aux armements, ni même entamé le processus du désarmement nucléaire; les systèmes d'armements nouveaux rendent dépassés les accords laborieusement négociés; le contrôle du nombre des missiles n'arrête pas le progrès qualitatif; le seuil entre les armes classiques et les armes nucléaires et entre les armes stratégiques et les armes tactiques devient plus difficile à déterminer; on pense de plus en plus à "l'impensable", à mesure que les systèmes sont améliorés, et que ce qu'on a appelé "la possibilité de frapper le premier" ou les guerres nucléaires limitées sont ouvertement discutés; des armes classiques relativement dépassées mais pourtant savantes continuent d'être vendues dans des régions sensibles sans retenue suffisante; l'organe de négociation n'est pas apparu capable de faire intervenir tous les Etats nucléaires et d'autres pays hautement intéressés par un problème qui pourtant préoccupe le monde entier.

10. Je m'excuse de participer à ce bâillement général avec lequel, selon l'article du *New York Times* du 28 mai, les négociateurs expérimentés ont accueilli cette session extraordinaire. Je comprends qu'il n'appartient pas aux petits pays comme Malte de donner des conseils aux puissants mais nous avons la préoccupation de survivre. Nous ne nous pardonnerions jamais de ne pas faire remarquer que cette situation inacceptable se trouve être figée en tant que phénomène moderne contre lequel jusqu'à présent tous les efforts en vue de provoquer le changement requis ont échoué. Les grandes puissances sont engagées à présent dans une course à la mort qui menace l'ensemble de la planète. L'éclatement, pour quelque raison que ce soit, de l'une des dizaines de milliers de bombes nucléaires provoquerait une destruction sans précédent et un massacre qui ne connaîtrait aucune frontière.

11. Devant une telle réalité et avec de telles preuves, il serait regrettable qu'à cette session nous nous contentions simplement d'adopter une résolution claironnante de plus, faisant intervenir peut-être quelques modifications mineures dans le mécanisme de négociation et engageant des études qui pourraient nous écarter de nos responsabilités premières et qui ne feraient que prouver encore ce que nous savons déjà ou ce que nous soupçonnons pour le moins.

12. Nos problèmes s'accumulent et ils nous dépassent, les outils dont nous disposons sont peu nombreux et sont soumis à des pressions énormes. Dans ces conditions, nous devons réévaluer notre approche, réviser d'une façon radicale notre orientation, nos priorités et l'usage que nous faisons de nos maigres ressources.

Nous devons également examiner les obstacles durables et revoir nos résultats périodiquement. Et, comme toujours, le temps n'est pas notre allié.

13. S'agissant d'une affaire d'une importance fondamentale, ma délégation estime indiscutable que, dans les pays eux-mêmes et dans l'ensemble du monde, l'urgence écrasante des temps modernes est celle d'un développement économique et social dans la paix. Cette pression est peut-être plus prononcée dans le monde en développement que dans les pays plus avancés sur le plan industriel, mais elle demeure universelle. Dans cette optique, il est évident que l'accumulation des armes qui se poursuit n'est pas seulement dangereuse en elle-même mais qu'elle est également un gaspillage absurde des maigres ressources, ne correspond pas au désir des peuples et, par conséquent, est impossible à soutenir à long terme même parmi les sociétés les plus riches, quel que soit leur système économique ou politique. En outre, les objectifs du progrès économique pacifique ne sont pas à rechercher par un processus pratiquement instinctif d'affrontement militaire; au contraire leur réalisation est entravée par cette politique.

14. Cet état de choses s'impose avec évidence. D'autres ont cité les statistiques à cet effet, et je ne vais pas les répéter. Si nous pouvions au moins reconnaître que nos démarches du passé n'ont pas réussi à nous faire atteindre nos objectifs, l'étape suivante serait d'analyser les raisons et d'explorer de nouvelles voies. Cela a déjà été fait par un certain nombre d'orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, et des suggestions constructives ont été présentées que ma délégation se propose d'étudier avec soin. Certaines semblent être prometteuses et, dans une grande mesure, elles sont convergentes dans leur approche. Je peux vous dire, dès maintenant, que ma délégation se félicite des initiatives qui n'impliquent pas une prolongation inutile de la situation peu satisfaisante actuelle et qui ne nous écarteraient pas de nos principales responsabilités. Nous sommes en faveur de propositions qui ont pour effet de renforcer le rôle des Nations Unies, leur indépendance et la représentation démocratique au sein des mécanismes de négociation sur le désarmement.

15. Ma délégation a également quelques observations à faire dans la perspective d'un petit pays non armé. Nous ne sous-estimons pas les complexités du problème. Nous comprenons que la question du désarmement doit être vue dans le contexte des intérêts de sécurité évidents qui ont des racines profondes dans de longues habitudes d'action et qui sont étayés par des intérêts nationaux puissants et acquis. Ces deux facteurs, forts par eux-mêmes, se complètent et sont généralement alimentés par la propagande idéologique. Ils prennent une importance considérable étant donné que leur domaine d'application a été étendu par les grandes puissances à leurs sphères d'intérêt respectives, qui comprennent à présent l'ensemble de la planète. Les possibilités peuvent être destructives si les approches militaristes restent inchangées; mais il ne faut pas oublier non plus qu'elles pourraient être énormément bénéfiques si la coopération économique et sociale remplace les approches militaires. La quête du progrès économique et social

dans le monde entier est pratiquement insatiable. Elle exige toutes nos ressources disponibles, intellectuelles et naturelles, et elle a des résultats positifs sur le plan économique et politique. Nous pouvons par conséquent renverser nos priorités et modifier le canevas actuel et passer des voies militaires aux voies sociales et économiques.

16. Ce serait notre plate-forme commune, et c'est dans ce contexte que le concept d'un lien entre le désarmement et le développement offre des possibilités énormes même du point de vue purement économique. Ce n'est pas seulement un nouvel aspect de la coopération en matière de développement mais c'est un stimulant puissant dans toute approche concernant le désarmement. Un redéploiement progressif des ressources humaines et financières, à présent consacrées à la recherche et à la production des armes, au bénéfice de progrès économiques et sociaux depuis longtemps attendus pour la communauté internationale, ne manquerait pas de susciter la demande économique nécessaire pour appuyer le redéploiement structurel dans les économies développées. La répartition des ressources, après tout, dépend de la demande établie en fonction d'une planification nationale qui est réglée par les processus gouvernementaux, eux-mêmes fondés sur l'appui populaire.

17. En même temps, la sagesse inhérente à une politique de redéploiement des ressources qui passerait d'une accumulation d'armements à la coopération pour le développement ne peut pas être surestimée. C'est une politique d'assurance pour l'avenir. La situation économique internationale actuelle est inéquitable et par conséquent précaire. Nous ne pouvons plus être indifférents à cet état de choses puisqu'il contient peut-être le germe de l'élément le plus grand de déstabilisation entre les nations et dans les nations pour le dernier quart du siècle. En dépensant moins pour les armes et plus pour l'habitat, le développement rural et urbain, pour l'industrialisation, en assurant une distribution plus équitable de la richesse du monde parmi les nations, nous ferions littéralement plus pour garantir la sécurité interne et externe de toutes les nations que les arsenaux proliférants ne le pourraient jamais.

18. Pour ces raisons, mon gouvernement fait siennes les propositions qui auraient pour effet de libérer les ressources réelles, utilisées actuellement à des fins militaires, pour le développement économique et social dans le monde, particulièrement au bénéfice des pays en développement. La délégation de Malte a fait des suggestions concrètes à cet effet en 1971. A la lumière de ces suggestions, alors que nous étudierons attentivement toutes les propositions faites, nous appuierons tout particulièrement la suggestion en vue de la création d'un groupe d'experts pour étudier les relations entre le désarmement et le développement. De plus, nous pensons possible d'anticiper le résultat de cette étude et commencer à mettre en pratique ses objectifs sans tarder. Ce pourrait être une première étape d'une portée considérable.

19. Il resterait, bien sûr, l'obstacle le plus durable — formel ou traditionnel. On a déjà fait observer qu'en

l'état actuel des armements la seule garantie qu'ils puissent offrir est la destruction de tous. En théorie, la plupart d'entre nous en sommes convaincus. Il est également incontestable que l'état de la dissuasion militaire a déjà atteint un niveau inutilement élevé, sans apporter pour autant un accroissement de la sécurité. Cependant, il faudrait au moins qu'il apporte au monde un moment de répit qui permettrait aux superpuissances de passer de la théorie à la pratique. Nous devons alors étudier quel serait le meilleur processus — qui devrait inévitablement être progressif — qui pourrait garantir une réduction massive des armements sans mettre en danger, à une étape quelconque de ce processus, la sécurité d'un pays quel qu'il soit. Il est certain que la détente ne peut continuer si elle est perpétuellement maintenue par une politique de dissuasion massive. Nous devons non seulement récolter les bénéfices qui peuvent résulter de nos efforts à ce jour, mais également explorer toutes les autres voies qui peuvent conduire à un progrès plus rapide.

20. Il est évident que les approches universalistes doivent être complétées par des efforts régionaux qui n'ont pas forcément à se conformer aux modèles universalistes ou aux modèles applicables à d'autres régions dans lesquelles d'autres circonstances peuvent exister. De nombreuses initiatives de ce genre ont déjà été prises et il faudrait en encourager de nouvelles. Chacun d'entre nous doit apporter une contribution importante au niveau national, régional ou universel. Je crois que les grandes puissances peuvent aider, par une politique réciproque de modération dans le domaine militaire et par des efforts intensifs, à régler certains des problèmes les plus difficiles hérités de l'année dernière. Cependant, il appartient surtout aux autres pays de prendre dans leurs propres régions des initiatives politiques qui auraient pour effet de réduire encore les possibilités d'affrontement.

21. Une des voies les plus prometteuses ces derniers temps a été la création de zones de paix. Cependant, il semble que cette notion n'a pas convaincu les grandes puissances du point de vue intellectuel. Je ne vois pas pourquoi il faudrait la considérer moins claire que d'autres concepts qui, par le passé, ont été acceptés sans soulever de problème. Il est peut-être exact que les décisions des dirigeants nationaux d'une région donnée en faveur de cette notion n'ont pas encore pris la forme d'une définition ou d'une méthode commune. Mais ces déclarations qui, par essence, reflètent à son plus haut niveau le sentiment public de malaise quant au *statu quo* peu satisfaisant, méritent d'être encouragées et non pas censurées et il faut leur donner la possibilité d'être discutées avant qu'elles puissent produire des résultats.

22. Je voudrais souligner que cet aspect des choses requiert une attention particulière car, probablement, le plus grand danger d'un affrontement nucléaire entre les grandes puissances ne viendra pas d'une attaque suicidaire de l'une contre l'autre, mais, bien plutôt, de l'escalade d'un conflit régional dans lequel les grandes puissances prendraient des partis opposés.

23. Qu'il me soit permis de donner un exemple et d'expliquer brièvement l'attitude de mon pays face à une

telle situation. L'une des régions les plus typiquement fluctuantes est la Méditerranée, qui est aussi devenue le banc d'essais des grandes puissances, dans laquelle la concentration la plus meurtrière d'armements est constamment renouvelée et qui, ne l'oublions pas, a provoqué la dernière occasion d'alerte nucléaire, qui a fait passer un frisson d'angoisse dans le monde entier.

24. Située en plein centre de la Méditerranée, Malte est naturellement concernée. Nous sommes particulièrement sensibles aux fortes influences de changement de direction des vents dans notre région. Cette situation nous donne une responsabilité spéciale que nous n'essuierons pas. Nous avons bien étudié le passé de façon à prévoir l'avenir. Nous avons vu que ni nous ni nos voisins n'avons tiré profit des guerres fratricides qui ont divisé et dévasté notre région par le passé. Malte a la distinction peu enviable d'avoir été l'île la plus bombardée de la dernière guerre. En outre, le peuple de Malte a hérité une économie qui n'a pas été dirigée pour répondre aux besoins de la population indigène mais, plutôt, qui avait pour but de servir nos maîtres dans leurs aventures militaires.

25. Sans rancune, mais de façon irrévocable, Malte a tourné le dos à son passé turbulent. Mon pays ne sera plus utilisé à des fins militaires. Le point de rupture de notre histoire est prévu en mars 1979, date à laquelle le dernier soldat étranger quittera notre sol après une phase de transition pacifiquement négociée. A partir de ce moment, nous nous efforcerons d'amener un rapprochement entre les pays de notre région. Ainsi, jusqu'au maximum de nos ressources limitées, nous aurons fait ce que nous aurons pu chez nous pour mettre nos convictions en pratique et nous adressons une invitation amicale aux autres pour qu'ils fassent de même. Les résultats sont encourageants; par exemple, en moins d'une décennie, nous avons déjà développé des contacts si amicaux avec les pays se trouvant dans notre voisinage immédiat que nos voies traditionnelles de commerce ont été complètement transformées. C'est, croyons-nous, par des mesures de cet ordre, propres à susciter la confiance, que pourront être diminuées les zones d'affrontement et que les problèmes pourront être résolus de façon progressive. Par conséquent, nous sommes favorables à ce que des mesures semblables soient prises dans d'autres régions sensibles.

26. Les contacts que nous avons eus depuis plusieurs années avec les dirigeants nationaux, les partis politiques, les représentants syndicaux, les organisations non gouvernementales et les associations de jeunesse et d'étudiants dans les pays de la région méditerranéenne ont fortifié notre conviction que ces pays partagent nos aspirations pour une Méditerranée pacifique libre, exempte de l'ingérence et des forces militaires étrangères. Il y a des forces démocratiques qui œuvrent dans le domaine politique populaire pour essayer de remplacer l'affrontement par la concorde. Nous avons voulu traduire ces aspirations dans le cadre d'un programme d'action au niveau régional, en mettant à profit toutes les occasions qui nous sont offertes.

27. A cette fin, nous avons déployé tous nos efforts à la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe, efforts qui ont finalement abouti à des résultats. Pour la première fois dans l'histoire, le Canada, les Etats-Unis et l'Union soviétique se joindront aux pays européens et méditerranéens dans une session qui durera six semaines à Malte, à partir de février 1979, afin d'étudier la possibilité d'une coopération active dans les domaines social, économique et culturel.

28. Mon gouvernement a l'intention de faire de cette occasion le point de départ d'un nouveau processus dynamique de coopération. Ce processus viserait à assurer des relations plus stables et plus harmonieuses entre les pays de la région méditerranéenne en vue d'arriver à une consultation politique. A cette fin, nous recherchons la contribution active de tous les participants pour en garantir le succès. Au cours des réunions de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, nous avons donné des explications détaillées en ce qui concerne les propositions concrètes que nous venons de faire. Je ne les répéterai pas ici, mais je voudrais souligner que nous n'avons écarté aucun pays sans la participation duquel il serait impossible d'arriver au succès.

29. Si cette session devait déclarer que la Méditerranée deviendra une zone de paix exempte d'armes nucléaires, cette décision encouragerait les progrès régionaux. Les grandes puissances, au moyen du désengagement militaire et de consultations politiques, ayant à l'esprit un tel objectif, seraient en mesure d'abandonner certaines des lourdes responsabilités qu'elles ont jugé nécessaire d'assumer dans le passé. Une diminution des possibilités d'affrontement militaire, liée à un relâchement de la tension, serait à l'avantage non seulement de cette région, mais aussi du monde entier et de la communauté des nations, y compris, bien entendu, des grandes puissances.

30. Nous n'avons jamais perdu de vue le niveau universel. Notre attitude en la matière est bien connue, mais permettez-moi de rappeler que, du haut de cette même tribune, en 1967, après des consultations prolongées avec un grand nombre de pays, j'ai proposé un titre, ayant fait l'objet d'un accord, pour un point nouveau de l'ordre du jour¹, sur lequel la communauté internationale doit encore prendre une décision après d'interminables discussions. Notre proposition reposait, en tant qu'approche fondamentale, sur notre philosophie nationale d'une coopération planifiée et pacifique régie par des institutions appropriées. Elle était conçue comme un groupement véritable, sur une base d'égalité, entre pays développés et pays en voie de développement, dans un domaine nouveau de l'effort humain, et elle a donné naissance à un nouveau concept juridique, celui de patrimoine commun de l'humanité. Vous connaissez tous les progrès réalisés jusqu'à présent et chacun peut juger de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire. Au moins, sur un plan positif, la

¹Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Séances plénières*, 1583^e séance, par. 188.

militarisation du fond des océans a été empêchée, et ce uniquement parce que la communauté internationale a agi en temps voulu. Permettez-moi de rappeler que c'est aussi mon pays qui, pour la première fois, a soulevé la question des armes radiologiques, ainsi que celles de l'application militaire du laser et de la fourniture excessive d'armes de type classique dans les régions névralgiques. Aucune de ces initiatives n'est venue des superpuissances, trop préoccupées de leurs lourdes responsabilités et trop hésitantes en ce qui concerne les incertitudes du changement.

31. Mais telle a été la méthode d'approche que Malte a toujours favorisée, méthode découlant de sa propre expérience et de ses perspectives d'avenir. Association et non pas division, coopération économique et non pas affrontement militaire. La communauté internationale se trouve maintenant au dernier quart de ce siècle et nous avons la possibilité de passer de nos anciennes méthodes d'affrontement militaire automatique à un processus politique et économique destiné à édifier et à accroître un climat de confiance, de coopération et de respect mutuel sur un front aussi large que possible. Ce n'est qu'ainsi que nous ferons véritablement progresser la cause des droits et de la dignité de l'homme à travers le monde. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire renaître dans l'esprit des hommes, où qu'ils soient, les cendres mourantes de l'espérance. Tant que nous n'aurons pas agi ainsi, nous n'aurons pas rempli notre rôle même en cette instance, car nous ne serions pas, comme nous devons l'être, les représentants des aspirations des "peuples des Nations Unies" selon les termes de la Charte. C'est là que repose notre plus grande espérance pour l'avenir; telle est notre responsabilité actuelle à cette session.

32. M. SHAHI (Pakistan) [*interprétation de l'anglais*] : De nombreux orateurs qui m'ont précédé ont caractérisé d'événement unique cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. En même temps, ils nous ont également prévenus qu'elle pourrait très bien n'être qu'un nouvel échec dans la longue série — jusqu'à présent stérile — de négociations sur le désarmement si elle n'ouvrait pas la voie à des progrès sensibles vers la cessation de la course aux armements nucléaires et n'aboutissait pas à des mesures effectives de désarmement. Cette mise en garde doit retenir l'attention de chacun de nous. Le ton sérieux qu'a pris le débat par la participation de si nombreux chefs d'Etat et de gouvernement nourrit l'espoir que des mesures utiles et un départ véritable marqueront les travaux de cette session vers un désarmement authentique.

33. C'est avec un plaisir particulier, que, au nom de mon pays, je rends hommage à la direction du président Tito, le doyen des dirigeants mondiaux; qui, depuis la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade en 1961, a déployé des efforts inlassables pour qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale soit consacrée uniquement au désarmement. Dans son message d'une si haute inspiration, le président de la Yougoslavie, mettant le monde en garde, lui a dit qu'il convenait de prendre des

mesures qui préviendraient la menace d'un holocauste mondial et conduiraient l'humanité vers une ère nouvelle riche de promesses, tandis que seraient réalisées ses aspirations les plus profondes.

34. N'était-il donc pas particulièrement séant que vous-même, Monsieur le Président, fils éminent de la Yougoslavie, qui a apporté une contribution de premier plan à la cause du désarmement, soyez élu à l'unanimité à la présidence de cette si importante session? Dans votre discours présidentiel [*1^{re} séance*], vous avez résumé de manière admirable la tâche qui est la nôtre. Vous avez demandé que l'on adopte une approche nouvelle et réaliste pour mettre un terme à l'escalade actuelle de la course aux armements et se diriger vers la limitation des armes nucléaires en vue de les interdire en fin de compte, pour geler et réduire les dépenses militaires des grandes puissances et consacrer les ressources ainsi épargnées à une assistance accrue aux pays en voie de développement. C'est en ayant à l'esprit ces objectifs que nous nous sommes fixés que le monde jugera les résultats de nos efforts.

35. Le Secrétaire général, M. Waldheim, a fort justement dit de cette session qu'elle était appelée "à tracer la voie vers un monde . . . où les pays pourront compter sur des efforts collectifs au lieu d'une égalité destructrice et où les ressources serviront à la promotion du bien commun selon le mode le plus rationnel et non pas le plus irrationnel" [*ibid.*, par. 38]. A cette fin, il nous a instamment demandé de mettre au point une stratégie du désarmement avec un cadre d'ensemble dans lequel les objectifs à long terme et les principes et priorités pourraient être établis. La délégation du Pakistan s'associe pleinement à cette approche du Secrétaire général. Nous faisons nôtre également sa proposition constructive en vue d'une étude internationale dans le domaine du contrôle des armes et du désarmement.

36. Le Comité préparatoire de la session extraordinaire a beaucoup facilité l'organisation de nos travaux ainsi que l'examen des aspects concrets du désarmement. Ma délégation est particulièrement heureuse de reconnaître la contribution importante faite à la présente session par ce comité sous la direction compétente et éprouvée de M. Ortiz de Rozas, de l'Argentine, personnalité hors pair dans la galaxie des représentants éminents aux Nations Unies. Son élection unanime à la présidence de la Commission spéciale de la présente session est non seulement un hommage à la place de premier plan qu'il tient dans l'Organisation mondiale, mais aussi l'expression de la confiance universelle dans sa compétence et son habileté pour diriger la Commission, par des négociations que nous pouvons prévoir difficiles et complexes, vers un résultat constructif.

37. Les trois décennies qui se sont écoulées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale n'ont guère été propices à la réalisation d'un désarmement véritable, en dépit des discussions prolongées qui se sont déroulées ici et en d'autres instances sur la question. Nous ne méconnaissons pas la valeur des accords et des mesures adoptées jusqu'à présent dans le domaine du désarmement. Mais, mis à part la convention sur l'interdiction

des armes biologiques², ces accords constituent plutôt des mesures de non-armement ou sont essentiellement destinés à maintenir le *statu quo*. Les déclarations et décisions dans le domaine du désarmement ont été considérablement affaiblies par un flot d'arguments de rhétorique et de récriminations. En fait, en pratique, le désarmement a signifié non point un arrêt de la course aux armements, mais son expansion contrôlée.

38. L'ère nucléaire a coïncidé avec l'ère de la décolonisation. A quelques exceptions près, les peuples du tiers monde sont maintenant représentés dans la communauté des nations et font sentir leur présence dans presque tous les domaines d'intérêt international. Le désarmement est cependant une exception dans la mesure où l'on n'y voit pas se refléter pleinement leur influence sur les relations internationales. Les intérêts du tiers monde ont été gravement lésés par la course aux armements en accélération constante.

39. Cette session extraordinaire devrait essayer purement et simplement de transformer l'insatisfaction actuelle provoquée par l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de désarmement. Elle devrait être, pour reprendre les paroles du Secrétaire général, "un effort de dimensions entièrement nouvelles". C'est la première fois que nous avons la possibilité d'élaborer une stratégie intégrée et universelle de désarmement. Nos décisions devront refléter pleinement les intérêts et les préoccupations des pays du tiers monde ainsi que les changements qui se sont produits dans les relations internationales durant les 30 dernières années. Cependant, les objectifs de désarmement que nous arrêterons devront donc être partie intégrante d'un nouvel ordre international fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies.

40. Depuis les toutes premières années, les Nations Unies se sont fixé pour objectif un désarmement complet tant en ce qui concerne les armes nucléaires que classiques. Mais la guerre froide et la méfiance mutuelle profonde entre les deux blocs ont rendu vains les efforts en vue d'une réduction véritable des armements. Ne pouvant s'attaquer au cœur même du problème, les deux parties se sont tournées vers l'exploration de mesures accessoires ou partielles de désarmement telles qu'un moratoire sur les essais d'armes nucléaires. Puis le cercle s'est refermé. Un objectif encore plus ambitieux que le désarmement complet — à savoir le désarmement général et complet — a été proclamé par les Nations Unies comme objectif des négociations. Cependant, les résultats obtenus ont démenti l'immense espoir qu'avait fait naître cette aspiration universelle. Jusqu'à présent il a été minime. Le traité d'interdiction partielle des essais, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le traité sur le fond des mers, la convention sur l'interdiction des armes biologiques et le Traité de Tlatelolco — qui est une réalisation exclusivement latino-américaine — sont parmi les accords les plus importants de non-armement.

²Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction [résolution 2826 (XXVI), annexe].

M. Alzamora (Pérou), vice-président, prend la présidence.

41. Dans cette histoire si aride, la question de la stratégie du désarmement prend une importance particulière. Dans ce contexte, l'approche réaliste proposée par le président Giscard d'Estaing [3^e séance] offre, de l'avis de ma délégation, la possibilité d'apporter une certaine clarté dans un tableau assez confus. Les objectifs que nous nous fixons maintenant devront prendre pleinement en considération la situation actuelle des relations internationales et les intérêts légitimes de sécurité de tous les Etats sans cependant perdre de vue l'objectif d'un désarmement général et complet vers lequel tous les pays doivent en définitive tendre.

42. L'objectif principal le plus important de toute stratégie du désarmement doit rester la réduction des arsenaux des deux superpuissances qui doivent être ramenés au minimum considéré comme nécessaire pour une dissuasion mutuelle. La principale responsabilité pour le succès ou l'échec de nos efforts leur revient. Il est encourageant que leurs porte-parole se soient attaqués à des mesures concrètes pour mettre fin à la course mortelle dans le stockage d'armes nucléaires et classiques. Les négociations sur la limitation des armes stratégiques semblent n'être que les premières mesures et les premiers pas d'un long processus. Cependant, nous nous félicitons de ces entretiens très sérieux entre les deux superpuissances destinés à réduire le nombre total des vecteurs stratégiques nucléaires dans le cadre de la deuxième série de négociations, et du fait qu'elles soient prêtes à aller encore plus loin et à tenir une troisième série de pourparlers qui conduiront à une réduction substantielle des armes nucléaires stratégiques et à des limites plus strictes de leur perfectionnement qualitatif.

43. Nous nous félicitons aussi des déclarations optimistes faites par les deux superpuissances sur la possibilité de conclure un traité d'interdiction complète des essais. Cet accord aurait dû intervenir il y a 15 ans, immédiatement après la signature du traité d'interdiction partielle des essais³, ou après la conclusion en 1968 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires [résolution 2373 (XXII), annexe] aux termes duquel les parties nucléaires se sont engagées solennellement envers les Etats non nucléaires à progresser vers le désarmement nucléaire. Ce long retard a permis une intensification qualitative de la course aux armements nucléaires et la mise au point d'armes encore plus infernales, ce qui a rendu le problème du désarmement nucléaire plus difficile que jamais à résoudre. A ce propos, nous espérons que l'on arrivera rapidement à un accord pour que les superpuissances renoncent réciproquement à tout nouveau type d'armes nucléaires tel que la bombe à neutrons.

44. L'interdiction de l'utilisation d'armes nucléaires a été l'une des principales préoccupations de l'Assemblée générale. La session extraordinaire accordera sans

³Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 480, n° 6964, p. 43).

aucun doute la priorité à la conclusion d'une convention à ce sujet. Pour veiller à ce qu'une telle interdiction ne mette pas en danger la sécurité de l'un ou l'autre côté, cette convention devrait être complétée par des mesures concertées destinées à réduire les forces et les armes classiques des Etats concernés, et à les ramener à des niveaux mutuellement acceptables.

45. En attendant la conclusion d'un accord interdisant l'utilisation d'armes nucléaires, nous espérons que les superpuissances étudieront la possibilité d'arriver à un engagement intérimaire de ne pas être la première à utiliser les armes nucléaires. La République populaire de Chine a affirmé qu'en aucune circonstance elle ne serait la première à utiliser des armes nucléaires. Les deux superpuissances ont fait des déclarations réservées quant à la non-utilisation de telles armes. Nous espérons qu'elles engageront des discussions sérieuses pour résoudre le problème du déséquilibre des forces et des armes classiques qui semble être le principal obstacle à l'interdiction sans condition de l'utilisation en premier de ces armes de destruction massive. La déclaration du chancelier Schmidt [5^e séance] constitue un pas en avant dans les négociations sur la question d'une réduction mutuelle des forces en Europe centrale. Elle fait naître l'espoir d'un engagement de ne pas être le premier à utiliser l'arme nucléaire de la part de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires.

46. De telles complexités n'existent pas pour l'interdiction de l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires contre des Etats situés dans ce que le président Giscard d'Estaing a appelé les régions non nucléaires. Un Etat doté d'armes nucléaires, la Chine, a déclaré catégoriquement à plusieurs reprises qu'elle n'utilisera pas et ne menacera pas d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats non dotés d'armes nucléaires. Nous nous félicitons des assurances fournies la semaine dernière par le Ministre des affaires étrangères, M. Gromyko [*ibid.*], selon lesquelles l'Union soviétique n'utilisera pas d'armes nucléaires contre les Etats non dotés d'armes nucléaires qui ont renoncé à fabriquer ou à acquérir de telles armes et qui n'en ont pas sur leurs territoires. Le président Giscard d'Estaing a déclaré que les Etats dotés d'armes nucléaires devraient, en particulier, exclure, selon une formule à définir, l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires contre des Etats faisant partie d'une zone exempte d'armes nucléaires. Il s'est également déclaré prêt à donner à cet engagement un caractère contractuel et obligatoire. Nous espérons que d'autres puissances nucléaires feront de même et fourniront des assurances de ce type aux Etats non dotés d'armes nucléaires.

47. Il faut cependant bien préciser que la question des assurances de sécurité à fournir aux Etats non dotés d'armes nucléaires doit essentiellement consister en un engagement multilatéral et non pas en des transactions bilatérales. Les assurances font partie intégrante des conditions visant à renforcer la non-prolifération en établissant un climat de confiance essentiel au processus de désarmement. A des fins de crédibilité, les déclarations unilatérales excluant l'utilisation ou la menace

d'utilisation de l'arme nucléaire devront être intégrées dans une résolution du Conseil de sécurité et recevoir force obligatoire grâce à un instrument juridique.

48. Jusqu'à présent, il n'a pas été possible de mettre au point une formule commune pour ces assurances de sécurité à cause des doctrines militaires stratégiques et des intérêts divergents des principales puissances nucléaires, notamment en Europe. Sur les instances du Pakistan, l'Assemblée générale a, cependant, approuvé, dans la résolution 31/189 C, une formule qui excluerait, pour l'instant, de l'application de la garantie "négative" les Etats non dotés d'armes nucléaires qui "ne sont pas parties aux arrangements relatifs à la sécurité nucléaire conclus par certaines puissances dotées d'armes nucléaires". Ces Etats parties sont couverts par le parapluie nucléaire de leurs alliances militaires respectives. De ce fait, ils bénéficient d'une certaine sécurité face à la menace nucléaire, à la différence des autres Etats non dotés d'armes nucléaires, dont la plupart des pays du tiers monde, qui ne sont pas inclus dans ces arrangements de sécurité. La résolution 31/189 C concerne justement la situation de ces derniers. Les Etats non nucléaires non inclus dans les arrangements de sécurité ont le droit légitime d'obtenir des assurances contre la menace ou l'utilisation de l'armement nucléaire, sans avoir à entrer dans des alliances militaires. Ma délégation espère donc que cette formule d'assurance de sécurité de l'Assemblée générale pour les Etats non nucléaires en dehors du Pacte de Varsovie ou de l'OTAN et pour d'autres Etats qui se trouvent sous le parapluie nucléaire de l'une ou l'autre superpuissance sera acceptée par les puissances nucléaires à la présente session.

49. Dans la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité, trois Etats dotés d'armes nucléaires ont déclaré qu'ils étaient prêts à fournir assistance à toute victime d'agression nucléaire, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Nous avons là les éléments d'une garantie positive pour les Etats non nucléaires contre l'utilisation de l'arme nucléaire. Le Pakistan, ainsi que d'autres Etats non nucléaires, a signalé, à plusieurs reprises, les lacunes de cette déclaration tripartite qui nuisent à sa crédibilité. A la Conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires de 1968, et à d'autres reprises, nous avons souligné la nécessité de renforcer la résolution 255 (1968) du Conseil de sécurité de façon que les dispositions de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies soient précisées plus clairement en ce qui concerne le droit à la défense individuelle et collective. D'une manière plus précise, ma délégation estime qu'il faut prévoir la possibilité où le Conseil de sécurité ne pourrait pas agir, en précisant le devoir d'un membre permanent du Conseil de sécurité d'agir individuellement dans le cas où un désaccord entraverait l'action commune prévue par la résolution du Conseil de sécurité.

50. Le Pakistan a toujours appuyé activement et sans jamais se lasser l'objectif de la non-prolifération. Nous partageons le souci de préserver et de renforcer le régime de la non-prolifération. Cependant, certains développements, comme l'adoption du traité sur la non-

prolifération, ont, à notre avis, exercé une influence négative. Les auteurs du traité doivent maintenant respecter les engagements qu'ils ont pris d'arrêter et d'inverser la course aux armements nucléaires. Nulle garantie effective ou crédible n'a été prise pour renforcer la sécurité des Etats non nucléaires. Pire encore, aucune mesure n'a été prise pour empêcher les dérogations à l'objectif central du régime de non-prolifération qui est de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation du nombre des puissances dotées d'armes nucléaires au-delà de celui fixé par le traité. Une ambiguïté apparemment délibérée a été créée en ce qui concerne le statut de certains Etats en parlant de l'objectif d'empêcher toute prolifération "ultérieure" ou l'apparition de puissances nucléaires "nouvelles". Le danger principal de la prolifération des armes nucléaires provient non pas des pays qui ont placé leurs installations nucléaires dans le cadre du système des garanties internationales mais de ceux dont les programmes ne comportent pas suffisamment de garanties. La première tâche est donc de placer ces installations non garanties sous un contrôle international et de surveiller la quantité de matières fissiles ainsi accumulées.

51. Le Pakistan partage l'inquiétude manifestée par la Yougoslavie, le Brésil et l'Argentine ainsi que d'autres pays, au cours de cette assemblée, sur le fait que, au lieu de s'occuper d'abord des causes immédiates et des manifestations de la prolifération, les pays fournisseurs d'armements nucléaires prennent des mesures pour limiter et entraver le développement des techniques nucléaires à des fins pacifiques, notamment pour les pays en développement. Une telle approche est contraire à l'obligation contractée par les fournisseurs en vertu du Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

52. Au cours de la dernière session de l'Assemblée générale, une série de principes ont été adoptés dans la résolution 32/50 pour régir la coopération internationale en matière d'utilisation pacifique des techniques nucléaires. Ce principe confirme le droit de tous les Etats de développer leurs programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire conformément à leurs priorités, intérêts et besoins et le droit d'avoir accès librement à la technique nucléaire, aux installations et aux matières nécessaires à cette fin et de les acquérir, sous des garanties appropriées et acceptées, appliquées par l'Agence internationale sur des bases non discriminatoires. Nous considérons que ces principes doivent être défendus et suivis par tous les Etats. Le Pakistan, quant à lui, y adhérera scrupuleusement.

53. Pour les pays en développement, l'énergie nucléaire et l'utilisation du cycle du combustible nucléaire sont tout aussi importants, sinon davantage, que pour les pays industrialisés. C'est la conclusion à laquelle sont arrivées deux conférences internationales qui se sont tenues l'année dernière à Persépolis⁵ et à Salz-

bourg⁵. Plusieurs pays, dont certains Etats d'Europe occidentale, ont pris des mesures pour développer la technique du retraitement nucléaire et des surgénérateurs, afin d'arriver, pour reprendre les termes du chancelier Schmidt, à une indépendance énergétique [5^e séance]. Chaque pays doit garder présent à l'esprit le fait que le prix de l'uranium a été multiplié par 8 depuis 1972 et pourrait augmenter encore. L'offre d'approvisionnements garantis en combustibles n'a pas été jugée adéquate.

54. C'est pourquoi la session extraordinaire devrait instamment prier les pays fournisseurs de revoir leur politique et de respecter les principes énoncés dans la résolution 32/50 de l'Assemblée générale. Elle devrait aussi réitérer l'importance qu'il y a à appliquer fidèlement les accords internationaux et les contrats relatifs aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire conformément aux dispositions qu'ils contiennent. En outre, la présente session devrait renverser la tendance actuelle et demander qu'on adopte un programme spécial pour promouvoir la technique nucléaire à des fins pacifiques dans les pays en développement.

55. La création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde est maintenant connue comme étant l'un des moyens les plus efficaces pour empêcher la prolifération de l'arme nucléaire et promouvoir la sécurité régionale et mondiale. Le Pakistan prend note de la décision de l'Union soviétique de ratifier le Protocole additionnel II du Traité de Tlatelolco⁶ et de l'intention de la France d'adhérer au Protocole additionnel I dans un proche avenir. Nous nous félicitons aussi du vœu émis par toutes les puissances nucléaires d'encourager la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions du monde et de leur désir d'assumer des obligations semblables à celles contenues dans le Traité de Tlatelolco. Des mesures pratiques sont nécessaires, sur le plan régional et mondial, pour mettre en œuvre les propositions tendant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Le danger de prolifération n'est que trop évident dans ces régions.

56. Les conditions nécessaires à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires existent en Asie du Sud. Chaque Etat d'Asie du Sud a déclaré unilatéralement qu'il ne fabriquera pas ni n'acquerra d'armes nucléaires. La prochaine mesure sera de traduire ces déclarations sur le plan multilatéral et de façon contraignante.

57. L'Asie du Sud est une région géographique suffisamment vaste pour devenir une zone exempte d'armes nucléaires. Les Etats de la région ont une histoire commune; il y a une interaction constante entre eux dans les domaines politique, de la sécurité et autres. Et en ce qui concerne toute menace véritable ou que l'on

⁵Conférence sur le transfert de la technique nucléaire, tenue du 10 au 13 avril 1977.

⁵Conférence internationale sur l'énergie d'origine nucléaire et son cycle du combustible, tenue du 2 au 13 mai 1977.

⁶Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068, p. 283).

pourrait percevoir de la part des puissances nucléaires qui se trouvent près ou loin de la région, nous avons toute raison de croire que les puissances nucléaires en question seraient prêtes à respecter le statut de zone non nucléaire en Asie du Sud si une telle zone y était établie et qu'ils assument des engagements similaires à ceux contenus dans les Protocoles I et II du Traité de Tlatelolco. Aucun des Etats de la région n'est opposé à la zone proposée en Asie du Sud. Les réserves ou les doutes qu'un ou deux d'entre eux peut avoir pourraient être apaisés par des consultations mutuelles.

58. Entre-temps, le Pakistan est prêt à envisager de faire une déclaration commune avec les gouvernements des Etats du Sud de l'Asie et à renoncer à la fabrication ou à l'acquisition d'armes nucléaires.

59. Si les armes nucléaires continuent d'être la principale préoccupation du monde du fait de leurs possibilités de destruction massive, ce sont les armes classiques qui continuent à être le plus utilisées dans les conflits. La plus grande partie des dépenses consacrées à l'armement va à l'accumulation et à la mise au point d'armes classiques encore plus destructrices. Nous nous préoccupons également de l'escalade des dépenses mondiales consacrées à ces armes. La principale responsabilité pour le désarmement, dans ce domaine comme dans celui du désarmement nucléaire, revient aux superpuissances.

60. Les inquiétudes que l'on éprouve actuellement en ce qui concerne les transferts d'armements, dans les pays du tiers monde en particulier, doivent être placées dans une perspective appropriée. Le président Giscard d'Estaing a dit qu'il existe "pour chaque Etat un droit légitime à la sécurité" [3^e séance, par. 34]. Le vice-président Mondale dit de même qu'"aucune nation ne peut être priée de réduire ses moyens de défense à des niveaux inférieurs aux menaces dont elle fait l'objet" [2^e séance, par. 43]. Une politique visant à limiter le commerce des armes doit donc tenir compte des besoins de sécurité des Etats intéressés, et notamment de ceux qui ne fabriquent pas les armements nécessaires pour se défendre. Une politique arbitraire tendant à refuser des armes à un Etat introduirait un élément d'instabilité dans différentes régions et provoquerait des conflits armés au lieu de les empêcher, autant que toute autre politique d'armer délibérément un autre Etat jusqu'aux dents.

61. La suggestion du Président de la France d'une réunion entre pays importateurs d'armes d'une région et tous les pays fournisseurs serait utile car nous pensons que cela permettrait de mettre au point des mesures destinées à limiter l'acquisition d'armes classiques. Mais, pour être équitables, ces efforts doivent obéir à certains principes. Premièrement, toute fourniture ou limitation dans la fourniture d'armes classiques doit viser à promouvoir la paix et la sécurité globalement ainsi que dans les diverses régions. Deuxièmement, un équilibre militaire qui assure la capacité de défense doit être maintenu entre les Etats d'une région et, à cette fin, des niveaux de transfert et de fabrication sur place de ces armes doivent être pris en considération. Troisième-

ment, les Etats qui se trouvent dans une position militaire prépondérante doivent prendre l'initiative d'une limitation des armements. Quatrièmement, le droit de chaque Etat de maintenir un niveau de forces nécessaire à sa sécurité doit être retenu.

62. Nous espérons que ces principes seront adoptés par l'Assemblée, dans le cadre des mesures destinées à limiter la course aux armes classiques.

63. Le désarmement ne peut pas être encouragé et favorisé dans un climat de tension et de conflits. Il est essentiel de prendre des mesures pour réduire les tensions internationales et encourager la confiance entre les Etats sur le plan mondial et dans les différentes régions. Ces mesures pourraient inclure le respect des principes de la Charte des Nations Unies, le règlement des différends et des conflits internationaux et la modération, de la part des Etats, dans le déploiement des troupes, les manœuvres militaires et les actes de provocation.

64. Nous espérons que les recommandations de la présente session permettront d'arriver à des accords concrets pour réduire les armements et les tensions, notamment dans les régions où les différends et les divergences de vues menacent encore la paix et la sécurité. Nous avons pris note de la proposition du président Giscard d'Estaing concernant une conférence en Europe. La notion de réduction mutuelle et équilibrée des forces devrait continuer d'être explorée, bien qu'à une échelle plus modeste, dans d'autres régions du monde. Le Pakistan, quant à lui, serait prêt à s'entretenir avec ses voisins des moyens de réduire les dépenses militaires afin de favoriser un climat de sécurité et de confiance mutuelle dans la région.

65. Ma délégation accorde une grande importance à la création d'une zone de paix dans l'océan Indien, mesure qui a des conséquences interdépendantes tant en ce qui concerne la paix et la sécurité régionales que mondiales. Il faut s'attaquer à ces deux éléments simultanément. La limitation et l'élimination de la présence militaire et de la rivalité des superpuissances de l'océan Indien sont essentielles à la notion même d'une zone de paix. En même temps, la paix ne peut être assurée que si les Etats sans littoral et de l'arrière-pays font aussi preuve de modération et prennent les mesures nécessaires pour créer des conditions de sécurité dans la région. Pour la paix et la sécurité, il faut qu'il y ait un engagement envers la coexistence pacifique, le règlement pacifique des différends, un accord sur le niveau des forces navales des Etats riverains ainsi que sur la dénucléarisation de la région de l'océan Indien.

66. Au cours des 30 dernières années, une augmentation sans précédent des dépenses consacrées à l'armement a abouti à une intensification des différences économiques internationales et à des crises successives. Les ressources en question sont détournées non seulement de leur utilisation urgente et bénéfique pour le développement économique et social des pays qui font ces dépenses énormes, mais également de la réalisation des objectifs mondialement reconnus de coopération dans le domaine du développement. Aujourd'hui,

moins de 4 p. 100 des 400 milliards consacrés chaque année aux armements sont affectés à la coopération dans le domaine du développement. Il est temps d'entreprendre une étude sur ces dépenses et d'établir la mesure dans laquelle le développement économique et social est freiné par la course aux armements. Il n'a fallu que 1 000 dollars par jour pendant 20 ans pour supprimer la variole, alors que un milliard de dollars sont consacrés chaque jour aux armes nucléaires, conventionnelles et autres moyens de destruction massive. Ce n'est pas par hasard si les disparités et les injustices économiques qui existent aujourd'hui dans le monde reflètent la disproportion dans la puissance militaire et dans les budgets consacrés aux armements.

67. Les mesures nécessaires pour renverser cette situation comportent, d'une part, la reconversion des activités et des dépenses consacrées aux armements vers des buts de progrès et de bien-être de l'humanité et, d'autre part, des mesures pour promouvoir des relations économiques internationales équitables qui, en supprimant le principal motif de la course aux armements, contribueront au processus de désarmement.

68. Le Pakistan, avec d'autres pays en développement et certains pays développés, a, pendant les deux dernières décennies, souligné les rapports qui existent entre désarmement et développement. Nous nous félicitons des propositions faites dans ce contexte par le Président de la République française [3^e séance], le Premier Ministre de la Suède [2^e séance] et le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique [5^e séance]. Nous sommes particulièrement sensibles à la nature équitable et pratique de la proposition faite par le président Giscard d'Estaing, selon laquelle les contributions au développement seront une partie intégrante des dépenses d'armements. Nous pensons que cette proposition et d'autres propositions similaires s'inspirent de l'hypothèse que des ressources supplémentaires devraient être fournies à la coopération pour le développement lorsqu'elles ne seraient plus consacrées à des dépenses d'armements. Nous proposons que l'Assemblée générale, à cette session extraordinaire, crée une commission intergouvernementale d'experts pour examiner et élaborer une proposition tendant à la création d'un fonds international, ainsi que d'autres propositions. Entre-temps, nous appuyons fermement la proposition de M. García Robles, du Mexique, tendant à ce que les ressources prélevées sur les dépenses d'armements soient directement affectées au Programme des Nations Unies pour le développement au bénéfice des pays en développement [3^e séance].

69. Cette session extraordinaire représente avant tout la volonté d'inspirer un esprit d'universalité au processus de désarmement. Le désarmement, comme l'a dit le président de la République française, doit être dans l'intérêt de tous et être assuré avec la participation active de tous. Les Nations Unies, qui constituent le seul organe représentatif sur le plan mondial, doivent donc jouer un rôle central dans cette entreprise pour surveiller et faciliter tous les efforts de désarmement. A cette fin, l'Assemblée générale pourrait confier à la Première Commission la tâche d'étudier et de mettre au point des

solutions d'ensemble pour les problèmes de désarmement, ou de convoquer, pour cette tâche, la Commission du désarmement en lui donnant un tel mandat.

70. En même temps, nous sommes partisans de conserver à la Conférence du Comité du désarmement le rôle de négociation qui est le sien, mais ses relations avec l'Assemblée générale devraient être plus directes et plus explicites. Il faudrait aussi démocratiser ses méthodes de travail et ses procédures et apporter des changements susceptibles d'augmenter son efficacité et de créer les conditions nécessaires pour que tous les Etats nucléaires participent à ses travaux. Une augmentation limitée du nombre des membres de la Conférence serait appropriée pour lui permettre de mieux refléter l'ensemble des Membres des Nations Unies.

71. Bien entendu, des modifications dans les modalités de négociation, bien qu'importantes pour donner un nouvel élan à ces efforts mondiaux dans le domaine du désarmement, ne sont pas un facteur décisif. Le progrès du désarmement dépend de la volonté politique des Etats, notamment des principales puissances militaires, d'arrêter et de renverser la course aux armements et de rechercher leur sécurité à des niveaux plus bas d'armements.

72. Lorsque la première bombe atomique a explosé, il y a plus de 30 ans, on s'est rendu compte alors que cette nouvelle puissance devrait être limitée et ne devrait servir qu'à des fins bénéfiques et ne plus jamais déchaîner la destruction. Il aurait été alors relativement facile de démanteler les quelques armes nucléaires qui avaient été fabriquées et de prendre les mesures nécessaires pour que ces armes ne soient plus produites ou développées. Des propositions et des contre-propositions ont été faites à l'époque par les Etats-Unis et l'URSS, mais, malheureusement, elles n'ont pas été sérieusement étudiées. Au lieu de cela, dans le climat de méfiance et de conflits en puissance qui existait alors, les Etats-Unis ont essayé de maintenir l'avantage stratégique qui était le leur en tant que seul détenteur des nouvelles armes et l'Union soviétique, de son côté, était décidée à ne pas rester en arrière.

73. Ces deux puissances ont maintenant atteint un niveau approximatif de parité dans l'armement nucléaire et ont la possibilité de s'anéantir l'une et l'autre, de détruire toute civilisation et de rendre peut-être notre planète à jamais inhabitable. Pourtant, la course aux armements nucléaires se poursuit inexorablement; elle ajoute des armes toujours plus perfectionnées aux arsenaux existants, améliore leur précision, leur capacité de destruction et leur invincibilité. Les progrès de la technologie semblent avoir donné à la course aux armements une volonté propre et un élan qui, apparemment, échappent au contrôle des nations et des gouvernements.

74. En même temps, le monde semble avoir appris à vivre avec l'idée de "l'équilibre de la terreur". Dans la politique de certains gouvernements, le prétendu équilibre stratégique en est venu à être considéré comme le moyen efficace — et peut-être le seul moyen pratique — d'assurer la sécurité dans le monde. Nous pen-

sons qu'un tel équilibre est instable par définition et ne saurait fournir de sécurité à long terme et qu'il détournera de toute utilisation plus productrice et plus urgente une partie toujours plus grande des ressources mondiales humaines et matérielles. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour mettre à jamais fin à la guerre, par la création d'institutions pour régler les différends entre nations par des moyens pacifiques et empêcher le recours à la force armée. Le système de sécurité collective envisagé dans la Charte des Nations Unies reste, hélas! un but lointain. Le Conseil de sécurité a été empêché, du fait d'un recours sans discrimination au droit de veto, d'agir comme un instrument efficace pour le règlement des différends entre Etats. De ce fait, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le monde a été rarement en paix et, à plusieurs reprises, s'est trouvé au bord d'une guerre nucléaire. Au Moyen-Orient, en Afrique australe et dans d'autres parties du monde, les conflits et les causes de conflits persistent, bien qu'il existe aussi des possibilités de résoudre ces conflits dans l'intérêt de tous les peuples concernés. De récentes découvertes scientifiques pourraient apporter de grands bienfaits à l'humanité, mais elles contiennent aussi en elles-mêmes la menace d'une intensification de la course aux armements.

75. Nous sommes aujourd'hui au seuil d'une nouvelle ère de l'histoire de l'homme. Dans tous les domaines, économique, social, politique et militaire, il faut repenser les hypothèses actuelles et créer un nouvel ordre mondial basé sur la paix, la justice et le progrès. Nous sommes encouragés par le fait que tant de distingués chefs d'Etat et de gouvernement sont venus en personne ici assister à cette session extraordinaire et que, dans leurs déclarations, on trouve un large consensus sur la nature des problèmes auxquels le monde doit faire face et quant à la direction dans laquelle il convient de rechercher des solutions. Peut-être dans cette nouvelle ère, où l'interdépendance mondiale est devenue une réalité vivante dans tous les aspects de l'expérience humaine, la confiance dans l'"équilibre de la terreur" s'estompera pour faire place au concept d'un seul monde, d'une seule humanité; nous devons continuer de poursuivre avec ténacité l'objectif consistant à transformer nos épées en socs de charrues si nous voulons que soit épargné aux générations futures le fléau de la guerre.

76. M. MLADENOV (Bulgarie) [*interprétation du russe*] : Monsieur le Président, avant toute chose, je voudrais exprimer ma satisfaction de vous voir présider cette session d'une importance exceptionnelle.

77. Cette dixième session extraordinaire est un événement important de la vie internationale. Sa signification est marquée par le caractère urgent et actuel des points à étudier, par leur importance pour le destin de tous les peuples et de tous les pays puisqu'il s'agit de l'arrêt de la course aux armements et de la réalisation du désarmement.

78. Les questions de guerre et les préparatifs de guerre sont aussi vieux que l'humanité. La Rome antique nous a légué le dicton : "Si tu veux la paix, prépare la

guerre." Mais, si, au temps de l'Empire romain, suivant les estimations, l'indice de mortalité des armes d'alors comme le glaive, la lance et la flèche se situait entre 20 et 34, et, plus récemment, celui des moyens les plus modernes comme les pièces de campagne ne dépassait pas 34 000, de nos jours, une bombe thermonucléaire d'une capacité d'une mégatonne a un taux de mortalité de 660 millions de personnes.

79. Certes, ceux qui ont en main le destin des peuples n'ont pas le droit de penser en termes de passé. Dans les conditions actuelles, la guerre n'est pas une alternative acceptable ou raisonnable pour l'humanité. Elle pourrait mener à une catastrophe sans précédent. C'est pourquoi la politique de production et d'accumulation d'armes de destruction massive, qui menace les nations en accroissant le danger d'une catastrophe thermonucléaire, est une politique inacceptable et absurde.

80. La course aux armements est entrée depuis longtemps dans la sphère de l'irrationnel. N'est-ce pas un défi au bon sens de voir que les dépenses militaires mondiales ont atteint le chiffre énorme de 400 milliards de dollars par an et continuent d'augmenter, alors qu'en même temps l'humanité est confrontée aux problèmes de la crise de l'énergie, de l'approvisionnement en matières premières, de la pollution, de la faim et des maladies?

81. A en juger par le gaspillage des ressources humaines et matérielles et par les effets négatifs qui en résultent, la course aux armements produit maintenant les conséquences désastreuses que nous sommes habitués à associer aux guerres. Si nous n'y mettons pas fin le processus de perfectionnement des armes existantes et l'invention de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive mettra l'humanité en présence de dangers encore plus grands.

82. Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie et le peuple bulgare attachent une importance particulière à la lutte en faveur de la détente dans les relations internationales, pour l'établissement d'une paix durable et la coopération entre les nations, et à la lutte pour le désarmement. Comme l'a déclaré M. Todor Zhivkov, président du Conseil national de la République populaire de Bulgarie et premier secrétaire du Comité central du parti communiste bulgare dans son rapport à la Conférence du parti national le 20 avril 1978, "la tâche capitale et la plus urgente est l'arrêt de la course aux armements et le passage à la détente sur un large front dans le domaine militaire".

83. Des résultats importants ont déjà été obtenus. Ils se reflètent dans les traités multilatéraux et bilatéraux déjà conclus pour limiter la course aux armements et interdire certaines formes d'armes.

84. Le concours des pays socialistes à la recherche de ces résultats est connu. On connaît aussi leurs initiatives multiples pour résoudre les problèmes les plus urgents du désarmement. Une place particulière dans ces mesures revient aux propositions pressantes de l'Union soviétique d'empêcher une guerre nucléaire, arrêter la course aux armements et commencer un désarmement complet. Ces mesures tiennent compte des nouvelles

propositions constructives faites à cette tribune par le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Gromyko. Les pays de la communauté socialiste ont présenté un certain nombre d'initiatives pour assurer la détente militaire en Europe, dont la proposition d'un accord entre les participants de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe de ne jamais avoir recours aux armes nucléaires en premier. On y trouve aussi la proposition de non-élargissement du nombre des Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie ou de l'OTAN. Les pays socialistes ont présenté leur position sur ces principes ainsi que leur programme d'action en matière de désarmement dans des documents déposés devant le Comité préparatoire [A/S-10/1, vol. V, documents A/AC.187/81 et 82].

85. L'arrêt de la course aux armements et la réalisation des mesures de désarmement constituent des tâches tout à fait réalisables. Le processus de détente est devenu le facteur dominant dans les relations internationales. La détente politique en Europe, fruit des initiatives et des efforts déployés par les pays socialistes et résultat des activités constructives conjointes des Etats qui ont participé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, a permis d'améliorer le climat politique dans le monde et a créé une atmosphère favorable qui facilite la solution progressive des problèmes existants dans l'intérêt de tous les peuples.

86. Cependant, comme vous le savez, l'arène internationale contient également d'autres cercles qui veulent poursuivre et même intensifier la course aux armements. C'est d'abord le complexe militaro-industriel et certaines autres forces bien connues de l'Occident. Ces milieux veulent ramener le monde au temps de la guerre froide et intensifient leurs efforts pour influencer la politique de certains gouvernements. C'est malheureusement l'impression que nous donnent les questions qui seront examinées à la session prochaine de l'OTAN. C'est aussi l'impression produite par certaines déclarations faites à la présente session extraordinaire. Ces déclarations jettent une note dissonnante dans les expressions du désir commun de voir la fin de la course aux armements et la création de conditions favorables à un accord dans ce domaine. Ce qui est caractéristique de ces forces est qu'elles défendent la thèse trompeuse que la détente politique est tout à fait compatible avec la course aux armements et que ces deux processus peuvent coexister et se développer parallèlement. Cette thèse est manifestement une couverture pour ceux qui réalisent des profits en menant une politique d'accroissement permanent des budgets militaires et d'accumulation d'armes de plus en plus modernes. Ces forces cherchent à saper la confiance entre les nations et à assombrir les relations entre les Etats.

87. Ces mêmes milieux déploient des efforts pour influencer l'opinion publique mondiale de manière à lui faire accepter la guerre nucléaire comme une chose inévitable et même normale. Ils défendent la théorie de ce que l'on appelle "la capacité de frapper le premier"; ils discutent froidement divers scénarios selon lesquels, en cas d'une première attaque avec des armes nucléaires,

il n'y aurait finalement que quelques centaines de millions de victimes.

88. Les partisans de la politique visant à une augmentation des armements justifient cette politique en invoquant le mythe de ce qu'on appelle la menace soviétique et par l'affirmation que l'Union soviétique et les autres Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie ont cherché à obtenir la prédominance militaire sur l'Occident. Ces affirmations sont tout à fait sans fondement et totalement contraires à ce qui constitue l'essence de la politique des pays socialistes. L'Union soviétique, la République populaire de Bulgarie et les autres pays de la communauté socialiste ont plus d'une fois réfuté de façon officielle ces accusations dangereuses et nuisibles. Dans notre pays comme dans d'autres pays socialistes, il n'y a pas de forces socio-économiques qui soient intéressées par la fabrication d'armes ou qui voudraient attiser l'inimitié entre les peuples. Dans son discours à l'occasion du soixantième anniversaire de la grande révolution d'octobre, Leonid Ilitch Brejnev disait :

"L'Union soviétique se préoccupe certainement de sa défense mais elle ne recherchera jamais la prédominance militaire par rapport à l'autre partie. Nous ne voulons pas rompre l'équilibre relatif des forces militaires qui s'est établi actuellement entre l'Est et l'Ouest en Europe centrale, ou entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Mais, en retour, nous tenons à ce que personne d'autre ne cherche à rompre cet équilibre à son avantage."

89. Il est bon de constater que, récemment, les opposants à la détente et au désarmement sont de plus en plus isolés, que leur action se heurte aux fortes protestations de millions de gens dans le monde et que l'appui à la politique de la détente et du désarmement augmente tous les jours.

90. Nous nous trouvons face à des problèmes importants qui relèvent de notre responsabilité. La dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale doit être le lieu d'un large échange de vues et de considérations sur les questions générales concernant l'approche des problèmes du désarmement, sur les orientations principales sur lesquelles devraient porter les efforts communs de tous les Membres de l'ONU afin d'obtenir des résultats concrets en ce qui concerne l'arrêt de la course aux armements et le désarmement. La session actuelle doit prendre des mesures contribuant à rendre plus efficaces les négociations qui ont lieu dans ce domaine afin d'accélérer l'accord sur les mesures concrètes permettant de réduire et d'arrêter les préparatifs matériels de la guerre. Dans le document que nous adopterons, il conviendra de souligner à nouveau que tous les Etats, et en premier lieu les Etats nucléaires et les Etats qui disposent d'un potentiel militaire et économique substantiel, ont la responsabilité d'adopter les mesures efficaces et réelles dans le domaine du désarmement. Il convient de noter qu'aucune mesure dans ce domaine ne saurait être effective ou réaliste si elle devait avoir un caractère discriminatoire et exiger que certains Etats prennent des mesures unilatérales de désarmement. Le succès ne peut être assuré que pour les

mesures qui ne viseraient pas à accorder des avantages à certains Etats aux dépens de la sécurité des autres. Parmi les problèmes les plus importants de la présente session, il y a, à notre avis, la mise en place de conditions qui permettraient d'accroître l'efficacité des accords internationaux en vigueur actuellement dans le domaine du désarmement. Une contribution importante dans la réalisation de cet objectif consisterait dans un appel de l'Assemblée générale aux gouvernements qui ne l'auraient pas encore fait pour qu'ils adhèrent à ces accords.

91. Aussi importante est la tâche qui consiste à prendre les mesures nécessaires pour mettre en vigueur, en assurant son universalité, la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles [résolution 31/72, annexe]. Il convient de rappeler que, le 25 mai 1978, la République populaire de Bulgarie a ratifié cet important instrument qui vise à empêcher la course aux armements dans ce nouveau domaine particulièrement dangereux.

92. Quant aux autres orientations qui devraient être prises et dans lesquelles devraient se déployer les efforts concertés des Etats Membres, le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie appuie pleinement le large programme de mesures proposé par l'Union soviétique destiné à arrêter complètement l'accumulation quantitative et qualitative d'armes et de forces armées des Etats qui ont une grande puissance militaire et qui vise en particulier l'arrêt de la production de tout type d'armes nucléaires, l'arrêt de la fabrication et l'interdiction de tous les autres types d'armes de destruction massive, l'arrêt de la création de nouveaux types d'armes classiques d'une grande puissance destructrice et la renonciation par les Etats membres permanents du Conseil de sécurité et les Etats qui leur sont liés par des accords militaires à l'accroissement des armées et à l'augmentation du volume des armes classiques.

93. Nous partageons ici les considérations qui ont été avancées sur la nécessité de commencer par l'interdiction de la production d'armes nucléaires et de passer ensuite à la réduction progressive des stocks de ces armes jusqu'à leur liquidation complète.

94. Les événements liés à l'arme à neutrons ont montré les perspectives inquiétantes d'une nouvelle phase et plus intensive de la course aux armements et de la création de conditions dans lesquelles tout conflit international pourrait facilement se transformer en une guerre de missiles nucléaires.

95. La déclaration du président Carter portant renvoi de l'adoption d'une décision définitive sur la production de l'arme à neutrons et la déclaration de M. Brejnev qui a suivi, à savoir que l'Union soviétique ne passera pas à la création de cette arme si ni les Etats-Unis ni aucun autre Etat ne le font, sont assurément positives et prometteuses. Le problème n'est pas pour autant retiré de l'ordre du jour puisque certains essaient de le lier à d'autres problèmes. Mais le renoncement à la production de l'arme à neutrons n'est pas avantageux unilatéralement seulement, ce qui pourrait justifier

l'exigence de mesures de compensation de la part de l'autre partie. L'interdiction de l'arme à neutrons répond aux intérêts de tous les peuples. Le projet de convention présenté par les pays socialistes sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons⁷ constitue la base d'un accord sur l'élimination de la menace de cette arme.

96. L'élaboration et la conclusion d'un accord mondial sur la non-utilisation de la force dans les rapports internationaux contribueront à éliminer la menace d'une guerre mondiale et augmenteront la détente dans les relations internationales et renforceront la confiance entre les nations.

97. Les réalités de notre temps obligent à réserver la priorité aux efforts pour conjurer la menace de prolifération des armes nucléaires. Il importe d'assurer l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de renforcer le régime de contrôle institué par ce traité. Mais, parallèlement à cela, il faut assurer aux pays non nucléaires la possibilité d'accéder le plus largement à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

98. La session actuelle a devant elle l'important devoir de donner de l'élan aux diverses négociations en cours sur des mesures particulières dans le domaine du désarmement de façon à les conduire à une conclusion heureuse. C'est avec une satisfaction particulière que nous constatons le progrès qui a été réalisé dans les négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques, sur l'interdiction des armes chimiques, sur l'établissement d'une zone de paix dans l'océan Indien, sur l'interdiction des armes radiologiques, etc., tout comme dans les négociations tripartites entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. La solution de ces problèmes se fait attendre depuis longtemps et il faut maintenant une volonté politique des Etats intéressés pour que ces délibérations aient une issue heureuse.

99. La République populaire de Bulgarie attache une importance considérable aux pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle des forces armées et des armements en Europe centrale. Cependant, comme dans le cas des discussions sur les armes stratégiques, une condition nécessaire au succès des négociations de Vienne est que soit respecté pleinement le principe de l'égalité et de la sauvegarde de la sécurité de tous les Etats. Il est également essentiel d'abandonner toutes les tentatives d'obtenir des avantages unilatéraux au détriment de la sécurité d'autres pays. Les pays occidentaux doivent mettre fin à leurs tentatives de faire pencher en leur faveur l'équilibre militaire dans cette région. Nous sommes convaincus que le bon sens prévaudra et que les obstacles qui barrent encore la route au succès final rapide de ces négociations extrêmement importantes seront éliminés.

⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément n° 27, vol. II, document CCD/559.

100. L'importance des tâches que devra remplir cette session extraordinaire provient non seulement de leur rapport direct avec la paix et la sécurité internationale mais aussi de leur dimension dans les domaines économique et social. Le désarmement peut jouer un rôle extraordinairement bénéfique au développement économique de tous les pays et à l'établissement de relations économiques internationales justes et équitables. Nous croyons surtout que cette session pourrait réaffirmer l'intérêt que portent les Etats Membres à la mise en œuvre de la proposition bien connue faite par l'Union soviétique en 1973^a. Cette proposition, qui a obtenu l'appui de la majorité écrasante des Etats Membres, concerne la réduction des dépenses militaires des membres permanents du Conseil de sécurité et des Etats qui disposent d'un potentiel militaire et économique important et l'affectation d'une partie des ressources ainsi économisées à l'aide aux pays en développement.

101. La République populaire de Bulgarie partage l'appréhension des pays en développement à propos de l'intensification de la course aux armements. Nous attachons un grand prix à la participation de ces pays aux efforts destinés à assurer le désarmement et une paix durable. Nous croyons que la présente session, de même que les autres instances de désarmement, aidera à fortifier et à étendre la coopération de toutes les forces éprises de paix.

102. Nous sommes également saisis du problème du mécanisme de négociation en matière de désarmement.

103. Le système existant d'instances, d'organismes et de voies de négociations a été créé progressivement pour répondre aux besoins, au fur et à mesure qu'ils se présentaient, et, à notre avis, il remplit ses fonctions de façon satisfaisante. Evidemment, ce système n'est ni sacro-saint ni immuable et il doit être périodiquement adapté aux modifications qui peuvent se produire dans la situation. Cependant, nous considérons que des changements radicaux, tels que ceux proposés par certains pays, auraient seulement pour résultat de nous entraîner dans des voies inconnues sans garantir la réalisation des objectifs poursuivis. C'est pourquoi nous pensons que nous devons considérer ces propositions avec une extrême prudence.

104. L'Assemblée générale est sans aucun doute une instance importante pour une étude équitable des questions fondamentales concernant le désarmement. Cependant, l'humanité a besoin également d'un forum universel ayant pleins pouvoirs pour prendre des décisions obligatoires et efficaces sur les problèmes spécifiques de désarmement. La conférence mondiale du désarmement, à laquelle devraient assister tous les Etats, y compris tous ceux dotés d'armes nucléaires, pourrait jouer ce rôle.

105. Nous sommes intimement convaincus que la cause du désarmement requiert l'adoption, à la dixième session extraordinaire, des mesures nécessaires pour la préparation et la convocation de cette conférence mondiale du désarmement.

106. Cette année marque un tournant décisif dans la lutte pour mettre fin à la course aux armements et pour prendre des mesures efficaces en vue d'un désarmement effectif. Elle peut apporter une contribution importante à cette fin.

107. Le monde entier a les yeux fixés sur cette salle. Les débats qui sont menés ici et les documents qui sont maintenant préparés permettront de mieux comprendre le caractère des dangers qui menacent l'humanité et contribueront à intensifier les efforts en vue de mesures décisives pour surmonter ces dangers. Les résultats de nos travaux seront un stimulant pour le progrès des négociations actuellement en cours sur divers aspects du désarmement et ouvriront la voie à des efforts sérieux dans de nouveaux domaines.

108. Contribuons donc, par nos efforts communs, à aider à la réalisation de ces objectifs pour répondre à ce que les peuples attendent de nous. Puisse la session actuelle marquer le début d'une nouvelle étape décisive dans la lutte pour le désarmement et la paix durable dans le monde entier.

M. Mojsov (Yougoslavie) reprend la présidence.

109. M. HUANG HUA (Chine) [*interprétation du chinois*] : La session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a été convoquée à l'initiative des pays non alignés et d'autres pays moyens et petits. Cette convocation traduit le vif mécontentement du tiers monde et des nombreux pays moyens et petits devant l'intensification de la course aux armements des superpuissances et leur rivalité acharnée pour l'hégémonie, ainsi que leur demande impérieuse d'éliminer la menace de la guerre. La délégation chinoise est prête à discuter, de concert avec les représentants des autres pays, du problème du désarmement, qui intéresse tous les pays du monde, et souhaite que la présente session apporte une contribution positive à la lutte solidaire des peuples du monde contre l'hégémonie et pour la sauvegarde de la paix mondiale.

110. Ces dernières années, la lutte contre l'hégémonie, avec le tiers monde comme force principale, a accusé un essor continu. Les peuples des divers pays, surtout les pays et peuples du tiers monde, ont livré un combat inflexible contre les politiques d'agression et de guerre des superpuissances et leur ont infligé des coups cinglants. En vue de sauvegarder leur souveraineté nationale et leur dignité, l'Egypte, le Soudan et la Somalie ont catégoriquement dénoncé les traités conclus avec l'URSS ou expulsé les experts soviétiques. Le peuple zaïrois, après avoir repoussé victorieusement, l'année dernière, l'invasion des troupes mercenaires fomentée par l'Union soviétique, résiste actuellement avec héroïsme à la nouvelle invasion des mercenaires opérant à l'instigation de l'Union soviétique et de Cuba. Les pays africains exigent avec force qu'il soit mis fin à l'intervention de superpuissances dans la corne de l'Afrique. Le peuple panaméen a remporté de nouvelles victoires dans sa lutte pour recouvrer ses droits souverains sur le canal de Panama. La lutte des peuples de la région de l'océan Indien contre la présence militaire des superpuissances dans cet océan prend son essor, et celle

^aIbid., vingt-huitième session, Annexes, point 102 de l'ordre du jour, document A/9191.

menée par les pays du tiers monde pour la défense des droits sur les mers et l'établissement d'un nouvel ordre économique international poursuit sa progression. Le peuple japonais s'oppose énergiquement aux agissements hégémonistes de l'Union soviétique et persévère dans sa lutte pour récupérer les territoires septentrionaux. Les pays du second monde, en Europe occidentale et ailleurs, manifestent une tendance toujours plus marquée à s'unir contre l'hégémonisme. Tout cela prouve à suffisance que l'union de toutes les forces en vue du renforcement de la lutte contre l'hégémonisme des superpuissances constitue, à l'heure actuelle, le courant principal dans l'évolution de la situation internationale.

111. Dans le même temps, les deux superpuissances, tablant sur leur potentiel militaire colossal, poursuivent rageusement leur rivalité à l'échelle mondiale, rivalité dans laquelle le social-impérialisme, tard venu dans la course, prend obstinément l'offensive. D'une part, il intensifie l'expansion générale d'armements de toutes sortes pour se créer une supériorité militaire sur son adversaire; d'autre part, il se livre à une expansion sur tout le globe pour s'emparer coûte que coûte de sphères d'influence. Une superpuissance s'attache à pratiquer l'expansion, et l'autre tient à préserver ses intérêts acquis; la dispute qu'elles poursuivent de la sorte aboutira un jour ou l'autre à la guerre. La confrontation intense en Europe, les bouleversements au Moyen-Orient et la situation orageuse en Afrique, voilà autant de signes montrant que les facteurs de guerre ont grandi sensiblement. C'est précisément parce qu'ils font face à une menace de guerre croissante que le tiers monde et les nombreux pays moyens et petits, soucieux de défendre leur indépendance et leur sécurité, exigent fermement des superpuissances, tout en luttant contre leur rivalité tendant à l'hégémonie, qu'elles mettent un terme à leur course aux armements et procèdent au désarmement. Cette demande, tout à fait légitime, doit recevoir un large soutien.

112. Un vieil adage chinois dit : "En évoquant le passé, on comprend mieux le présent." Maintenant que nous discutons ici de la question du désarmement, il ne serait pas inutile de jeter un regard rétrospectif sur ce qui s'est passé dans le domaine du désarmement.

113. Après la seconde guerre mondiale, des centaines de conférences sur le désarmement ont eu lieu. Et, depuis le début des années 70, qualifiées de "Décennie du désarmement", les négociations aux appellations diverses sur le désarmement se sont poursuivies pratiquement sans interruption et un grand nombre de déclarations, proclamations, accords, résolutions et traités de toutes sortes sont intervenus en la matière. N'empêche que la course aux armements est devenue toujours plus acharnée et que la menace de guerre s'est aggravée sans cesse. Où en est la cause?

114. Il est connu de tous qu'en vue du désarmement les pays du tiers monde et d'autres pays, moyens et petits, ont formulé nombre de propositions et de suggestions raisonnables, y compris l'interdiction de l'usage des armes nucléaires et leur destruction, la création de

diverses zones dénucléarisées et de zones de paix, la prohibition de toutes les armes chimiques et biologiques et l'interdiction de l'installation de bases militaires à l'étranger et du maintien des forces armées sur les territoires d'autres pays. Ces propositions et suggestions, si elles pouvaient être matérialisées, joueraient sans aucun doute un rôle positif pour la consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Or, autour du problème du désarmement, les superpuissances recourent toujours à une double tactique, celle de parler d'une façon et d'agir d'une autre. Du bout des lèvres, elles claironnent le désarmement, mais, en fait, pratiquent furieusement l'expansion des armements. On a certainement souvenance de la déclaration commune sur les principes convenus pour les négociations sur le désarmement que l'Union soviétique et les Etats-Unis ont publiée en 1961⁹ et dans laquelle ils ont parlé à satiété, avec leur langue dorée, d'un prétendu "désarmement général et complet", le portant au pinacle. Plus de 17 ans se sont écoulés depuis lors. Cependant, de ces principes vantés dans ladite déclaration, y en a-t-il un qui ait été appliqué par eux? Non, aucun. La réalité est que les superpuissances, loin de rechercher un désarmement général et complet, se lancent à fond dans l'expansion générale et complète des armements. Il suffit de souligner ce fait : les dépenses militaires de l'Union soviétique et des Etats-Unis sont montées en flèche, passant respectivement de plus de 20 milliards et de plus de 40 milliards de dollars en 1961 à plus de 120 milliards et 100 milliards en 1977, avoisinant ainsi la totalité des dépenses militaires de quelque 150 autres pays. Surtout, le social-impérialisme, qui prêche à cor et à cri le désarmement, hâte follement sa marche dans l'expansion des armements. Au cours de la dernière décennie, le nombre des missiles stratégiques de l'Union soviétique a été multiplié par 14; le tonnage total de sa marine a presque doublé; le nombre de ses chars s'est accru de près de 10 000; celui de ses avions militaires a augmenté de plusieurs milliers, et ses effectifs militaires ont été grossis de plus d'un million de personnes. Un dirigeant soviétique, grisé par la satisfaction, a même clamé que l'Union soviétique, "dotée de puissantes forces armées, est prête à s'engager dans une guerre générale avec l'usage de toutes armes". L'Union soviétique, par l'envergure de son expansion déchaînée des armements, fait pâlir l'autre superpuissance.

115. En 1977, le Ministre soviétique des affaires étrangères s'est vanté, avec infatuation, que son pays avait avancé ces dernières années plus de 70 propositions sur le désarmement, cherchant par là à prouver la sincérité de l'Union soviétique à l'égard du désarmement. Mais en quoi consistent toutes ces propositions? Elles sont soit des verbiages sur "le non-recours à la force" et "l'approfondissement et la consolidation de la détente internationale", soit des bavardages sur des choses vagues et lointaines, telles que "l'interdiction de la guerre mésologique" et "l'interdiction du développement et de la fabrication de nouvelles armes de destruc-

⁹Ibid., seizième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour, document A/4879.

tion massive”, soit des échappatoires inventées pour éluder les problèmes clefs, comme la proposition concernant “l’interdiction de placer des armes nucléaires sur le fond des mers”, qui exclut les sous-marins nucléaires, soit des stratagèmes destinés à limiter autrui et se donner des avantages tels “la non-prolifération nucléaire” et “l’interdiction des essais nucléaires”, pacotilles qui n’ont rien à voir avec le désarmement véritable, qui n’ont aucune valeur et qui camouflent de sinistres desseins. Plus les propositions de ce genre se multiplient, davantage se révèlent l’hypocrisie et la perfidie de l’Union soviétique.

116. Quelles sont les leçons à tirer de l’histoire de la longue lutte dans le domaine du désarmement?

117. Premièrement, si depuis fort longtemps le désarmement n’a enregistré aucun progrès, la raison essentielle en est que les superpuissances ne sont nullement sincères envers le désarmement et qu’elles intensifient toujours l’expansion des armements sous le couvert d’une phraséologie cauteleuse autour du désarmement. On ne doit en aucun cas ajouter foi aux belles paroles des superpuissances, mais exiger qu’elles prennent des mesures effectives de désarmement.

118. Deuxièmement, les peuples du monde veulent un vrai désarmement et non un désarmement factice. Les superpuissances concoctent toutes sortes de supercheries au sujet du désarmement pour chloroformer les peuples du monde et lier les mains des autres et, ce faisant, elles imposent des restrictions à leur adversaire. Ces machinations, nous devons les dénoncer sans cesse et ne pas les laisser créer la confusion.

119. Troisièmement, les superpuissances ne sauraient accepter honnêtement aucune proposition sur le vrai désarmement. Au cas où certains accords sur le désarmement auraient été conclus, elles refuseraient d’être réellement engagées par leurs stipulations. Par conséquent, il ne faut absolument pas se faire d’illusions sur le désarmement.

120. Manifestement, les superpuissances ont prévu qu’à notre session les représentants de nombreux pays moyens et petits élèveraient certainement leur voix vigoureuse en faveur d’un désarmement réel. Elles continuent donc de prétendre, afin de se soustraire aux pressions de l’opinion mondiale, de détourner l’attention et d’influer sur le déroulement de cette session. Au sujet du désarmement nucléaire notamment, les superpuissances, afin d’entraver l’interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires, évoquent exprès des questions accessoires. Elles clament avec force qu’il faut réaliser “l’interdiction complète des essais nucléaires” et “le raffermissement du système de non-prolifération nucléaire”, prétendant qu’il s’agit là de “mesures importantes” pour diminuer la menace d’une guerre nucléaire. Qui s’y laissera prendre? L’Union soviétique et les Etats-Unis ont déjà procédé à des centaines d’essais nucléaires atmosphériques et souterrains. Environ 90 p. 100 des explosions nucléaires enregistrées dans le monde ont été effectués par ces deux pays. Aujourd’hui, l’interdiction complète des essais nucléaires ne peut ni diminuer leurs arsenaux nucléaires, ni les

empêcher de poursuivre la production, le développement et le stockage des armes nucléaires ou de les employer. Comment pourrait-il alors être question de réduction du danger d’une guerre nucléaire? Quant à l’allégation de ces deux pays selon laquelle la non-prolifération nucléaire diminuerait le danger d’une guerre nucléaire, elle est, à plus forte raison, une pure tromperie. Est-ce que, à présent, la menace de la guerre nucléaire ne provient pas des deux superpuissances, qui ont déployé leurs armes nucléaires de façon à leur permettre de déclencher à tout moment une attaque nucléaire, et non des pays moyens et petits qui, jusqu’à ce jour, ne possèdent pas d’armes nucléaires? Comme tout le monde le sait, l’Union soviétique et les Etats-Unis ont conclu, dans les années 60, un “traité sur l’arrêt partiel des essais nucléaires” et un “traité sur la non-prolifération des armes nucléaires”. Ces traités ont lié pieds et poings de nombreux pays non nucléaires, voire limité leur droit d’utiliser l’énergie atomique à des fins pacifiques, tandis que l’Union soviétique et les Etats-Unis ont continué à tout mettre en œuvre pour accélérer leur expansion des armements nucléaires. Sur tout, l’Union soviétique a foncé à toute allure et a fini par rattraper l’autre puissance. De plus en plus nombreux sont ceux qui percent à jour la supercherie des deux superpuissances en concoctant ces traités. Est-ce que l’élargissement de l’interdiction des essais et le renforcement du système de non-prolifération la rendront plus croyable? Récemment, l’Union soviétique a mis en avant avec un sérieux affecté une prétendue proposition sur “l’arrêt de la fabrication de tout type d’armes nucléaires et des autres armes de destruction massive”. Cela ne permettra pas non plus d’éliminer la menace de la guerre nucléaire, puisqu’il s’agit d’une nouvelle astuce. Passons ici sur le problème de la vérification. Même si les deux superpuissances cessaient vraiment la fabrication d’armes nucléaires, elles pourraient toujours déclencher une guerre nucléaire avec les nombreuses bombes atomiques et bombes à hydrogène déjà en leur possession. Bref, leurs propositions, sous des formes multiples, visent un même objectif, celui de consolider leur position de suzerain nucléaire et, partant, d’avoir les coudées franches pour soumettre les autres pays à la menace et au chantage nucléaires.

121. Par ailleurs, les superpuissances clament avec zèle que leurs prétendues “négociations sur la limitation des armements stratégiques” aboutiront bientôt à un nouvel accord, qu’elles qualifient d’“importante contribution” au renforcement de la paix internationale. Il s’agit là d’une duperie délibérée. Quiconque voit la réalité en face constate clairement que l’histoire des négociations sur la limitation des armes stratégiques, ouvertes en 1969, est bel et bien une histoire de la course aux armements stratégiques entre l’Union soviétique et les Etats-Unis. L’accord que l’Union soviétique et les Etats-Unis ont conclu il y a quelque temps, après d’intenses marchandages, sur la limitation de leurs armements stratégiques n’a imposé aucune restriction, ni quantitative ni qualitative; il garantit tout simplement que ces deux pays peuvent accroître et perfectionner leurs armements stratégiques pour les porter à un

nouveau niveau, plus élevé encore. Ces dernières années, l'Union soviétique et les Etats-Unis, tout en engageant une véritable course pour améliorer la qualité des armements stratégiques et en accélérant le développement des missiles à têtes multiples indépendamment guidées, déploient l'un et l'autre d'énormes efforts pour l'expérimentation et la fabrication des armements stratégiques de type nouveau tels que les bombardiers Backfire, les missiles à ogives multiples mobiles, les missiles de croisière. Au cours des huit années de négociations, l'Union soviétique a réussi à porter son armement nucléaire, auparavant retardataire, à un niveau à peu près égal à celui de l'autre superpuissance. Est-il ici question de limitation de la course aux armements nucléaires? Le nouvel accord que l'Union soviétique et les Etats-Unis vont conclure sera tout au plus un accord de limitation quantitative, et non qualitative, un accord permettant à ces deux pays d'atteindre un "équilibre à un niveau plus élevé" quant aux missiles à têtes multiples indépendamment guidées. Un dirigeant américain s'est montré plus franc en reconnaissant que l'Union soviétique et les Etats-Unis ne font qu'"établir un nouveau règlement de compétition" pour leur course aux armements nucléaires. Un tel accord mérite-t-il d'être vanté?

122. Il est normal qu'un nombre croissant de pays moyens et petits exigent que le désarmement commence par la réduction des armements des deux superpuissances dont les arsenaux tant nucléaire que classique dépassent de loin ceux de tous les autres pays du monde. Elles possèdent l'une comme l'autre des milliers d'armes nucléaires stratégiques, des dizaines de milliers de tanks et d'avions militaires, des centaines de bâtiments de ligne ainsi que d'importantes quantités d'autres armes classiques. De plus, pour se disputer la suprématie militaire, elles accélèrent toutes deux la conception et la fabrication d'armes nucléaires et classiques plus perfectionnées, développent et renforcent sans cesse leurs armées terrestres, navales et aériennes, s'évertuent à s'emparer des bases militaires à l'étranger et à les étendre, et fortifient continuellement leurs troupes stationnées en territoire étranger. Les superpuissances se sont jetées elles-mêmes dans une course aux armements mais elles cherchent à incriminer les autres pays. La machine de propagande soviétique en est venue jusqu'à calomnier perfidement le tiers monde en le taxant de "foyer de la course aux armements", et à hurler qu'il faut maintenir "la vigilance" vis-à-vis de l'"envergure que prend la course aux armements dans le tiers monde". C'est tout simplement la tactique du voleur qui crie au voleur! Les superpuissances n'ont-elles pas préconisé le désarmement selon le principe de "sécurité basée sur l'égalité"? Puisque les puissances hégémonistes, l'Union soviétique et les Etats Unis, s'obstinent toutes deux à affirmer qu'elles ne peuvent jouir de la sécurité qu'en maintenant entre elles un équilibre militaire, les nombreux pays moyens et petits, menacés par l'écrasante suprématie militaire de ces deux superpuissances, ont donc de plus fortes raisons d'exiger qu'elles réduisent les premières leurs superarsenaux.

123. En prônant que tous les pays procèdent ensemble au désarmement, les superpuissances cherchent délibérément à semer la confusion. L'Union soviétique et les Etats-Unis possèdent l'un et l'autre des armements qui vont bien au-delà des besoins de leur défense et qui leur servent d'instrument d'agression et d'expansion et dans leur dispute pour l'hégémonie. Ils se livrent partout à la menace du recours à la force, au contrôle militaire, voire à l'agression armée contre d'autres pays et préparent activement le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

124. Naturellement, leurs armements doivent être réduits considérablement. Quant aux nombreux pays moyens et petits, l'armement constitue pour eux un moyen de défendre leur indépendance et leur sécurité en cas d'agression. A présent, de nombreux pays du tiers monde ne disposent pas encore de forces d'autodéfense suffisantes et doivent renforcer leur capacité de défense nationale. Qu'est-ce qu'ils ont comme armement à réduire? Même des pays du second monde en Europe de l'Ouest et ailleurs, face à la grave menace d'annexion, d'invasion et d'occupation exercée par le social-impérialisme soviétique, ont besoin de renforcer leur capacité de défense. Tout désarmement doit commencer par le désarmement des deux superpuissances. C'est là, à l'heure actuelle, un principe fondamental en matière de désarmement. C'est aussi le critère principal permettant de juger si l'on a réellement enregistré des progrès dans le désarmement. Les superpuissances tentent de se servir du "désarmement général" comme prétexte pour ne pas réduire leurs armements, elles ne sauraient jamais y réussir.

125. Le peuple chinois et tous les peuples du monde sont résolument pour la paix. Le Gouvernement chinois a toujours œuvré pour la coexistence pacifique avec tous les pays sur la base des cinq principes suivants : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, et coexistence pacifique. Nous ne menaçons, et moins encore, n'agressons personne. La Chine est un pays socialiste, elle est aussi un pays en voie de développement appartenant au tiers monde. Tout comme les autres pays du tiers monde, la Chine souhaite ardemment en finir avec son retard économique et s'oppose énergiquement à la guerre mondiale. Le peuple chinois, engagé dans une œuvre grandiose, celle de transformer son pays, avant la fin du siècle, en un Etat socialiste puissant et moderne, éprouve le besoin impérieux d'une conjoncture internationale de paix pour une longue période. Même lorsque la Chine sera devenue un Etat socialiste puissant, elle s'interdira toujours d'agresser les autres pays. Ce sont là les impératifs absolus de son régime socialiste comme de la ligne révolutionnaire du président Mao. Mais, aujourd'hui, face à l'agression et à la menace de l'impérialisme, en particulier du social-impérialisme, nous ne pouvons que renforcer nos préparatifs en prévision d'une guerre tout en menant l'édification. A partir du moment où une superpuissance a massé un million de soldats le long de notre frontière, comment pourrions-nous dormir sur

nos deux oreilles? Nos préparatifs ne visent pas à agresser autrui, mais à nous défendre contre l'agression. Certains nous accusent calomnieusement d'être belliqueux, de vouloir provoquer une guerre mondiale, c'est le comble de l'absurdité! Est-ce nous qui avons fait stationner des centaines de milliers de soldats en territoire étranger? Est-ce nous qui avons envoyé des flottes croiser dans les différents océans du globe pour faire étalage de nos forces? Est-ce nous qui avons organisé toute une série de manœuvres militaires offensives dans diverses parties du monde? Les diffamations extravagantes contre la Chine ne méritent même pas une réfutation.

126. Le Gouvernement et le peuple chinois se sont toujours prononcés pour le vrai désarmement et ont œuvré activement pour la promotion du désarmement. Nous avons non seulement accordé notre appui à toutes les propositions raisonnables sur le désarmement et formulé nombre de suggestions à ce sujet, mais encore accompli une série d'actes concrets correspondant aux aspirations des peuples du monde.

127. Nous avons invariablement préconisé l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires et nous avons déclaré à maintes reprises que nous n'utiliserons en premier les armes nucléaires à aucun moment et en aucune circonstance.

128. Nous avons toujours soutenu avec fermeté la position adoptée par les pays moyens et petits, demandant la création de zones dénucléarisées et de zones de paix et nous avons pris l'engagement pertinent à l'égard de la zone dénucléarisée latino-américaine.

129. Nous avons toujours préconisé le démantèlement de toutes les bases militaires implantées sur les territoires d'autres pays ainsi que le rapatriement de toutes les forces armées. Nous n'avons aucune base militaire ni aucun soldat à l'étranger, et jamais nous ne demanderons à acquérir des bases militaires dans un pays quelconque ni ne stationnerons des troupes dans le territoire d'un autre pays.

130. Nous avons toujours préconisé l'interdiction complète et la destruction totale des armes biologiques et chimiques, et nous défendons fermement le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques signé à Genève en 1925¹⁰.

131. Nous avons toujours été d'avis que tous les pays du monde ont le droit de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et nous nous opposons fermement à ce que les superpuissances, prétextant la non-prolifération nucléaire, empêchent les autres pays de développer leur industrie nucléaire.

132. Nous nous sommes invariablement opposés à ce que l'on se serve de l'aide militaire pour réclamer des privilèges, proférer des menaces militaires et extorquer des profits exorbitants, et nous nous en sommes toujours gardés.

133. Nous avons solennellement déclaré que nous ne recherchons pas l'hégémonie, dans quelque partie du monde que ce soit. Il est stipulé explicitement dans la Constitution de la Chine : "Notre pays ne prétendra jamais à l'hégémonie, il ne sera jamais une superpuissance." Nous avons déclaré publiquement à tous les peuples du monde que, si la Chine venait un jour à se conduire en despote dans le monde, ils devraient de concert avec le peuple chinois, l'abattre.

134. La position de principe du Gouvernement et du peuple chinois sur le problème du désarmement est franche et ouverte. Nos actes s'accordent avec nos paroles, et nos paroles seront tenues. Toutes les propositions raisonnables avancées par les pays moyens et petits ont notre ferme soutien. Quant aux supercheries de désarmement tramées par les superpuissances, nous devons les dénoncer complètement. C'est ainsi que nous avons agi dans le passé et nous continuerons d'agir ainsi à l'avenir.

135. On réclame le désarmement, espérant qu'il aidera à diminuer la menace de la guerre. Par conséquent, lorsqu'il s'agit d'apprécier le sens d'une mesure de désarmement, il ne faut pas la juger d'après sa valeur apparente, mais d'après son rôle réel. Toute mesure qui contribue à défendre la paix et la sécurité internationales et à retarder l'arrivée de la guerre doit être appuyée; au contraire, toute mesure qui profite à l'une des superpuissances dans sa recherche de l'hégémonie et ses préparatifs de guerre doit être condamnée. C'est là une ligne de démarcation entre le désarmement réel et le désarmement fictif.

136. Les peuples du monde aspirent ardemment à réaliser le désarmement nucléaire et à éliminer la menace de la guerre nucléaire. Tout comme les autres peuples du monde, le peuple chinois s'oppose résolument à la guerre nucléaire, bien qu'il ne croit pas aux propos intimidateurs des superpuissances selon lesquels une guerre nucléaire décimerait l'humanité. Cependant, personne n'ignore que seules l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires pourront mettre réellement l'humanité à l'abri du danger de la guerre nucléaire. Depuis des années, nous n'avons cessé d'appeler tous les peuples du monde à proclamer l'interdiction et la destruction complètes, totales, intégrales et résolues des armes nucléaires, c'est-à-dire la non-utilisation, la non-exportation, la non-importation, la non-fabrication, la non-expérimentation et le non-stockage des armes nucléaires et la destruction totale de toutes les armes nucléaires. De plus, nous avons proposé la convocation d'une conférence mondiale au sommet pour discuter du problème de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires et conclure d'abord un accord sur la non-utilisation des armes nucléaires. Mais l'initiative chinoise n'a jamais trouvé d'écho chez les superpuissances, et le désarmement nucléaire dont on parle depuis plus de 12 ans n'a pas enregistré le moindre progrès réel. Pour diminuer la menace de la guerre nucléaire qui pèse sur les nombreux pays moyens et petits, nous estimons qu'en l'absence d'un accord sur la non-utilisation des armes nucléaires il est impératif que tous les pays nucléaires prennent

¹⁰Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, n° 2138, p. 65.

d'abord l'engagement de ne pas utiliser ni menacer d'utiliser les armes nucléaires contre les pays non nucléaires et les zones dénucléarisées. Cela est tout à fait raisonnable et applicable. Les pays non nucléaires ne sauraient menacer les grandes puissances nucléaires. Alors, celles-ci ont-elles une raison quelconque de refuser de prendre un tel engagement? Si les superpuissances se refusent même à prendre cet engagement minimum, cela confirmera que leurs propos concernant leur désir d'interdire les armes nucléaires et d'éliminer la menace de la guerre nucléaire ne sont que des futilités mensongères.

137. Le désarmement nucléaire, quoique important, ne peut à lui seul faire disparaître la menace de la guerre. La réduction des armes conventionnelles s'avère de plus en plus urgente. Les deux guerres mondiales ont éclaté l'une comme l'autre avant l'existence d'armes nucléaires. La réalité d'aujourd'hui est que les superpuissances, surtout l'Union soviétique, déploient tous leurs efforts pour accroître leurs arsenaux d'armes conventionnelles. La quantité d'armes conventionnelles produites par l'Union soviétique égale déjà la totalité de celles produites par les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale. Devant la croissance rapide des forces armées conventionnelles de l'Union soviétique, les Etats-Unis ont également insisté sur la nécessité de mettre l'accent de l'expansion de leurs armements sur les armes conventionnelles. Seules, les deux superpuissances sont capables de déclencher une guerre mondiale. Si elles entrent en conflit, elles mèneront peut-être une guerre nucléaire, mais ce qui est encore plus probable, une guerre conventionnelle. Leurs hostilités se dérouleront dans de vastes régions avec l'intervention d'une grande quantité de nouvelles armes conventionnelles sophistiquées, extrêmement meurtrières et destructives, et causeront certainement de graves dommages aux peuples des divers pays.

138. Tout le monde observe qu'en Europe, point clé de la rivalité des deux superpuissances, l'Union soviétique, sous le couvert des pourparlers sur la réduction mutuelle des forces en Europe centrale, s'est employée, ces dernières années, avec un zèle redoublé, à intensifier le déploiement de ses forces armées conventionnelles, à accroître ses effectifs et à renouveler ses armes et ses équipements militaires. Ses troupes terrestres, stationnées en Europe orientale comptent déjà plus de 600 000 hommes. Elle ne cesse d'y envoyer en grande quantité des tanks, des véhicules blindés de transport et des canons et de renforcer la force d'attaque de l'armée de l'air. De plus, elle a dépêché d'importantes flottes dans la mer de Barents, la mer du Nord, la mer Baltique et la Méditerranée, formant, à partir des mers, un encerclement autour de l'Europe occidentale. En un mot, elle maintient une posture lui permettant de lancer à tout moment, avec ses forces conventionnelles, une attaque surprise contre l'Europe occidentale. C'est précisément dans une telle conjoncture que cette superpuissance, qui a de tout temps refusé de renoncer à ne pas employer la première les armes nucléaires, est devenue tout à coup charitable et a proposé récemment aux pays participant à la Conférence sur la sécurité et la

coopération en Europe de signer un traité sur la non-utilisation en premier des armes nucléaires. Ainsi que des personnalités avisées de l'Occident l'ont indiqué, l'Union soviétique a cuisiné cette proposition dans le but exclusif de créer des conditions favorables pour se livrer au chantage et à l'agression contre l'Europe occidentale en s'appuyant sur la suprématie de ses forces armées conventionnelles.

139. Par conséquent, croire que le désarmement nucléaire pourra à lui seul éliminer le danger de la guerre mondiale n'est pas conforme à la réalité; et ce serait encore moins réaliste que de penser que le désarmement nucléaire pourra conjurer les guerres locales. En vue de se disputer l'hégémonie mondiale, les deux superpuissances, tablant sur leurs forces armées conventionnelles, pratiquent partout l'agression et l'expansion, menaçant toujours plus gravement l'indépendance et la sécurité des peuples du monde. En particulier, le social-impérialisme se livre avec frénésie à la menace de la force et s'embarque dans des aventures militaires au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie et ailleurs; ce qu'il utilise, ce ne sont pas ses armes nucléaires stratégiques, mais ses tanks, avions, canons et navires de guerre. Il est donc clair que, pour diminuer la menace de la guerre, la réduction des armements conventionnels des superpuissances revêt une urgence non moins grande que celle de leurs armements nucléaires. Les pays non alignés ont souligné: "Les armes conventionnelles, qui suscitent une grave inquiétude, doivent aussi faire l'objet d'accords de désarmement." Ce point de vue est très juste. On doit accorder la même importance à la réduction des armements conventionnels et à celle des armements nucléaires, et les mener de front. Il n'est absolument pas permis aux superpuissances de tirer parti de l'aspiration ardente des peuples du monde à réaliser le désarmement nucléaire pour retarder la réduction des armements conventionnels, et encore moins pour intensifier la course dans ce domaine.

140. Les machines de guerre des deux superpuissances ont atteint une envergure sans précédent dans l'histoire de l'humanité en temps de paix; elles sont devenues des épées de Damoclès suspendues au-dessus de la tête des peuples du monde. Les deux superpuissances doivent prendre des mesures effectives de désarmement, réduire leurs gigantesques arsenaux et diminuer la menace militaire qu'elles font planer sur les autres pays. L'Union soviétique et les Etats-Unis doivent d'abord prendre les mesures suivantes: premièrement, déclarer n'utiliser ni menacer d'utiliser les armes nucléaires à aucun moment et en aucune circonstance contre les pays non nucléaires et les zones dénucléarisées; deuxièmement, rapatrier toutes les forces armées, s'engager à ne pas envoyer à l'étranger de troupes militaires, sous quelque forme que ce soit, démanteler toutes les bases militaires et les bases militaires déguisées implantées à l'étranger et prendre l'engagement de ne rechercher aucune nouvelle base militaire; troisièmement, cesser la course aux armements nucléaires et conventionnels et entamer la destruction, par étapes, de leurs armes nucléaires et la réduction massive de leurs armes conventionnelles; quatrièmement, s'engager à ne pas faire

stationner d'importantes troupes ni effectuer de manœuvres militaires dans les régions limitrophes de la frontière des autres pays, et à ne pas lancer, sous quelque prétexte que ce soit, d'attaques militaires, y compris des attaques surprises, contre les autres pays; cinquièmement, s'engager à ne pas exporter d'armes vers aucun pays dans le but d'exercer un contrôle sur ce pays, de provoquer la guerre ou de faire planer la menace de la guerre.

141. Lorsque d'importants progrès auront été accomplis en ce qui concerne la destruction des armements nucléaires soviétiques et américains ainsi que la réduction de leurs armements conventionnels, les autres pays nucléaires devront détruire, en même temps que l'Union soviétique et les Etats-Unis, toutes leurs armes nucléaires. Il est temps maintenant pour les superpuissances de montrer, par des actes concrets et non des paroles creuses, leur sincérité envers le désarmement.

142. Beaucoup de pays moyens et petits demandent d'affecter les fonds provenant de la réduction des dépenses militaires réalisées grâce aux mesures de désarmement au développement des pays en voie de développement. Cette demande est compréhensible. Certains pays du tiers monde ont exigé expressément que les deux principaux pays nucléaires consentent à prendre les premiers de telles mesures. C'est une exigence tout à fait justifiable. Les deux superpuissances, qui augmentent à un rythme fulgurant leurs dépenses militaires pour se livrer à l'expansion des armements et à la préparation de la guerre, ont obtenu ces fonds en spoliant les pays en voie de développement, tout en exploitant leurs propres peuples. En vue de l'épanouissement de leur économie nationale, les pays en voie de développement comptent principalement sur eux-mêmes; ils ont aussi à lutter pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ils sont bien fondés à demander à disposer pour leur développement des fonds découlant de la réduction des dépenses militaires des superpuissances car ils ne font qu'exiger que les superpuissances leur rendent une partie des biens mal acquis. Pourtant, il n'est pas si facile d'amener les superpuissances à agir de la sorte. Quant à l'Union soviétique, elle parle depuis bien des années d'"aide aux pays en voie de développement avec les fonds réalisés grâce au désarmement". Promesses démagogiques jamais tenues! Du bout des lèvres, elle se prononce pour une réduction de 10 p. 100 des dépenses militaires mais, en fait, elle augmente chaque année les siennes de 4 à 5 p. 100. Si elle désire vraiment faire preuve de générosité, pourquoi ne pas commencer par éteindre toutes les dettes que les pays en voie de développement ont contractées en lui achetant des armes? Certains pays du second monde ont déjà réduit ou annulé les dettes des pays en voie de développement. Pourquoi l'Union soviétique ne pourrait-elle pas en faire autant?

143. Les nombreux pays moyens et petits exigent vivement la réforme du mécanisme de désarmement. Cette demande est tout à fait légitime. Le mécanisme de négociation sur le désarmement, tel que la Conférence du Comité du désarmement à Genève, placée depuis longtemps sous le contrôle des deux superpuissances, est

devenu un lieu où celles-ci jouent sur le désarmement fictif pour entraver le désarmement réel. Cet état de choses doit radicalement changer. Le problème du désarmement et de la sécurité mondiale, qui touche aux intérêts de tous les pays du monde, doit être discuté et examiné sous les auspices de l'ONU, au sein d'un organe international avec la participation de tous les pays. Le programme et la procédure des négociations sur le désarmement doivent être définis par cet organe. Le mécanisme de négociation sur le désarmement doit être effectivement débarrassé de l'emprise des deux superpuissances et mis sur pied, au moyen de consultations, par l'organe de discussion et d'examen susmentionné. C'est seulement ainsi que les avis de tous les pays pourront être pleinement exprimés. Il est absolument inadmissible qu'une ou deux superpuissances manipulent le mécanisme de négociation sur le désarmement et imposent leur volonté aux autres pays. Il convient de souligner en même temps ceci: tant que les superpuissances ne changeront pas leur attitude obstinée d'entraver le désarmement, il sera très difficile d'obtenir des résultats en la matière, quel que soit l'organe de négociation mis en place.

144. Le danger de guerre dû à la rivalité soviéto-américaine menace chaque jour plus gravement les peuples du monde. Repousser l'échéance d'une nouvelle guerre mondiale est devenu une tâche commune à tous les peuples. Certes, la lutte pour le désarmement a également pour but de rendre plus difficile l'exécution par les superpuissances de leur plan d'expansion des armements et de préparation de la guerre. Toutefois, l'expérience vécue et la réalité présente nous apprennent que les puissances impérialistes partagent toujours le monde selon les forces de chacune et que la course aux armements constitue pour elles un moyen indispensable dans la recherche de l'hégémonie. Les deux superpuissances, qui tiennent à se disputer l'hégémonie mondiale, ne sauraient accepter aisément de procéder au désarmement et d'affaiblir ainsi leurs machines de guerre. Le désarmement total et général est d'autant plus irréalisable que subsistent encore l'impérialisme et le social-impérialisme. Nous ne devons donc pas placer l'espoir de sauvegarder la paix mondiale dans le désarmement. En vue de retarder l'éclatement de la guerre, nous avons beaucoup à faire.

145. En premier lieu, il est de notre devoir de faire connaître aux peuples du monde la source et le danger de la guerre et de les amener à accomplir tous les préparatifs sur le plan matériel et organisationnel afin de résister à la guerre d'agression. Mieux ils se seront préparés, moins les fauteurs de guerre oseront déclencher la guerre. Par contre, si on laisse les superpuissances répandre des illusions de paix qui endorment leur vigilance et les empêchent de voir la menace réelle de guerre, les font miser sur les négociations de paix et l'"équilibre de la terreur" et se fier au désarmement total et général, les fauteurs de guerre trouveront sûrement l'occasion d'en profiter et le danger d'une nouvelle guerre mondiale sera accru. Par conséquent, la lutte pour le désarmement ne peut contribuer à écarter la guerre que si elle dénonce à fond les complots de

désarmement factice et d'expansion réelle des armements des superpuissances et si les peuples du monde rehaussent leur vigilance vis-à-vis du danger de guerre. N'oublions jamais que les deux guerres mondiales ont éclaté l'une comme l'autre au milieu d'un chœur mélodieux sur la "paix" et le "désarmement".

146. En second lieu, nous devons intensifier la lutte contre l'hégémonisme dans tous les domaines. Le combat des peuples du monde contre l'hégémonisme des deux superpuissances et celui qu'ils mènent contre leur politique de guerre représentent les deux aspects d'une même lutte. Les superpuissances comptent sur la guerre pour s'assurer l'hégémonie mondiale. Et pour préparer la nouvelle guerre mondiale, elles s'acharnent à pratiquer l'hégémonisme dans toutes les parties du globe. Partout, elles se livrent à l'agression et à l'expansion, s'emparent des ressources, des points et des passages stratégiques et renforcent leur dispositif de guerre planétaire. Les peuples des divers pays sont à même de bouleverser les plans de guerre et les dispositions des deux superpuissances hégémonistes et de reculer le déclenchement d'une guerre mondiale s'ils luttent avec persévérance pour déjouer énergiquement leurs activités d'agression et d'expansion, c'est-à-dire les empêcher de violer la souveraineté d'autres pays, d'envahir et d'occuper leur territoire et leurs eaux territoriales, d'intervenir, par la force, la menace de la force ou d'autres moyens, dans les affaires intérieures d'autres pays et d'établir des zones d'influence ou de se tailler des sphères d'influence dans n'importe quelle région. Les peuples du monde doivent donc associer étroitement la lutte pour le désarmement à la lutte pour la défense de l'indépendance nationale et la sauvegarde de la souveraineté d'Etat et de l'intégrité territoriale, contre l'agression, l'ingérence, la subversion et la mainmise des superpuissances. La lutte contre les superpuissances doit être menée non seulement dans le domaine du désarmement, mais aussi sur tous les fronts. Récemment, certains pays ont supprimé toutes les installations militaires soviétiques sur leur territoire ou dans leurs eaux territoriales, d'autres ont repoussé catégoriquement la demande de l'Union soviétique de lui concéder des bases d'appui, d'autres encore ont interdit aux avions soviétiques chargés de matériel de guerre de survoler leur territoire. Tous ces actes ont asséné des coups durs au plan de guerre du social-impérialisme et forcent l'admission.

147. Pour reculer l'échéance de la guerre, il faut encore combattre la politique d'apaisement. L'Union soviétique accentue sans cesse sa menace militaire contre l'Europe occidentale, s'escrime à étendre son influence au Moyen-Orient et se lance dans une série d'aventures militaires sur le continent africain. A travers ce fait, on voit clairement que son objectif stratégique global est de contrôler l'Europe et de s'y assurer toute seule l'hégémonie, d'affaiblir et d'éliminer partout dans le monde l'influence de l'autre superpuissance et, finalement, de la supplanter et d'établir sa domination hégémonique sur toute la planète. Les faits multiples prouvent ceci : la superpuissance arborant l'enseigne du socialisme est plus agressive et plus dangereuse que

l'autre; elle sera indubitablement le principal fauteur d'une guerre mondiale et elle constitue à notre époque le plus dangereux foyer d'une nouvelle guerre mondiale.

148. Cependant, aujourd'hui en Occident, il y a des gens qui, intimidés par la menace militaire de l'Union soviétique, craignent la guerre ou, profondément leurrés par une fausse apparence de sécurité, ne reconnaissent pas la gravité de la menace de guerre. Sur le plan politique, ils jouent la comédie soviétique de la "détente" et établissent une coopération pacifique. Sur le plan économique, ils l'apaisent en lui accordant d'importants crédits, techniques et équipements.

149. Sur le plan militaire, ils cherchent un climat de tranquillité au prix de concessions et de compromis. Ils voudraient même se protéger du danger qui les menace en sacrifiant la sécurité d'autrui. Cette politique d'apaisement, que ses partisans en aient conscience ou non, sert à camoufler et à favoriser l'accomplissement par le social-impérialisme de ses préparatifs de guerre, elle ne fait que hâter l'arrivée de la guerre. Si l'Union soviétique se livre fébrilement à la supercherie de "désarmement" et de "détente", c'est précisément pour encourager le courant idéologique d'apaisement. Dans la lutte pour le désarmement, il importe également de se mettre en garde contre la doctrine d'apaisement.

150. Le danger d'une nouvelle guerre mondiale existe. Pourtant, il est possible de reculer l'échéance de la guerre. Cela dépend, dans une très large mesure, de l'essor continu que les peuples des divers pays impriment à leur lutte antihégémoniste et des victoires qu'ils y remporteront. Les peuples du monde, y compris les peuples américain et soviétique, doivent s'unir; tous les pays victimes de l'agression, de l'intervention, de la mainmise, de la subversion et des vexations des deux superpuissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis, doivent s'unir, afin de former et d'élargir le front uni international le plus large contre l'hégémonisme, et ils doivent renforcer la lutte. Ce faisant, ils parviendront certainement à mettre en échec la politique d'agression et de guerre des superpuissances et à défendre la paix mondiale. Le monde avancera immanquablement vers le progrès et non vers la réaction. L'avenir de l'humanité est infiniment radieux.

151. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant dans le débat général est le Premier Ministre du Danemark. Je souhaite la bienvenue à Son Excellence M. Auker Jorgensen et je lui donne la parole.

152. M. JORGENSEN (Danemark) [*interprétation de l'anglais*] : C'est la première fois que j'ai l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est pourquoi je voudrais vous dire, Monsieur le Secrétaire général, quel respect et quelle foi j'ai pour le travail accompli par les Nations Unies, par vous et par votre personnel compétent. A mes yeux, cette organisation demeure le plus grand espoir pour l'avenir de l'humanité et pour la paix mondiale.

153. Je voudrais aussi vous transmettre, Monsieur le Président, les félicitations de mon gouvernement et les miennes pour votre élection à l'unanimité à la prési-

dence de cette session extraordinaire de l'Assemblée générale.

154. La course aux armements touche au cœur même des problèmes de l'époque troublée dans laquelle nous vivons. Les problèmes du désarmement sont inséparables des problèmes de la sécurité internationale et de la détente. L'équilibre des pouvoirs, les problèmes de l'énergie nucléaire, les relations entre les alliances et les pays non alignés sont tous liés au désarmement. La course aux armements a des conséquences d'une grande portée en termes économiques et sociaux. De grands intérêts économiques sont en cause.

155. Il y a presque 30 ans, en 1950, le physicien nucléaire danois Niels Bohr écrivit une lettre ouverte à l'Organisation des Nations Unies et au monde. Niels Bohr a joué un rôle de pionnier dans les premières recherches sur la nature de l'atome. Son travail a jeté les bases de la division de l'atome et de la création de l'énergie atomique. Il disait :

“Il est plus nécessaire aujourd'hui que jamais d'apprécier correctement les devoirs et les responsabilités des citoyens du monde. Le progrès de la science et de la technique a uni le sort de toutes les nations de manière indissoluble. L'élargissement des limites de notre connaissance impose une responsabilité accrue aux individus et aux nations, du fait des possibilités qu'il donne de façonner la condition humaine.”

156. Depuis lors, la vague des armements a atteint des hauteurs jamais connues. Les paroles de Niels Bohr revêtent une importance bien plus grande qu'il y a 30 ans. Les possibilités du mauvais usage de l'énergie nucléaire, pour la destruction, ne cessent de s'accroître. Voilà qui nous impose à tous une lourde responsabilité. Il nous faut absolument trouver le moyen de contrôler les armes et de les réduire.

157. Nous vivons une époque unique. Jamais encore dans l'histoire de l'humanité l'homme ne s'est trouvé confronté à des problèmes aussi urgents et redoutables. La rapidité du développement technique fait qu'il est de plus en plus difficile de trouver des moyens de contrôle efficaces sur lesquels on puisse se mettre d'accord. La politique perd la course avec la technologie. Elle ne pourra gagner cette course et préserver la survie de l'homme que si elle acquiert le contrôle de la science et de la recherche technique.

158. Le Gouvernement du Danemark est profondément préoccupé de la course aux armements conventionnels et nucléaires. Nous devons reconnaître que l'équilibre de la terreur est fragile et vulnérable. Il est donc vital de mettre fin à la course et de passer à des accords spécifiques de désarmement. Ces accords doivent assurer un équilibre des pouvoirs aussi stable que possible à un niveau d'armement aussi bas que possible.

159. Le risque le plus urgent réside à l'évidence dans le domaine des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Cela revient à reconnaître une responsabilité particulière aux deux superpuissances. Ce sont elles qui détiennent de beaucoup la part la plus importante dans ce pouvoir de destruction. Leur respon-

sabilité dans la conclusion d'accords sur la limitation des armes stratégiques est décisive et inéluctable. Mais le reste du monde vit à l'ombre de l'arsenal nucléaire. Nous attendons avec impatience la conclusion d'un accord définitif au cours de la deuxième série des pourparlers sur la limitation des armes stratégiques. Et il devrait aussi y avoir un troisième traité conduisant à une diminution marquée et à la limitation qualitative des armes stratégiques.

160. D'autre part, toutes les nations du monde sont responsables pour ce qui est de veiller à l'arrêt d'une prolifération ultérieure des armes nucléaires.

161. La non-prolifération crée un problème de sécurité. Un grand nombre de pays renoncent aux armements nucléaires sans pour autant jouir de la sécurité que donne le fait d'être membres d'une alliance. Il est par conséquent normal que de tels pays se sentent confrontés à un problème de sécurité vis-à-vis des pays qui gardent ces armes. Il est totalement compréhensible qu'ils recherchent des assurances.

162. Qui plus est, on ne saurait séparer la question de la non-prolifération de celle de la mise au point de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Il convient d'établir une distinction marquée et claire entre l'utilisation pacifique et l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire, mais ceci ne doit pas affecter le droit de tous les pays d'adopter la politique énergétique qui leur paraît adéquate. C'est ce point de vue qui a poussé le Gouvernement du Danemark à se joindre au programme international d'évaluation du cycle du combustible nucléaire.

163. Il existe un besoin urgent d'autres mesures spécifiques de désarmement. Nous nous félicitons de constater que certaines d'entre elles sont en préparation. C'est ainsi que l'on reconnaît généralement qu'une interdiction totale et complète des essais nucléaires non seulement représente de nos jours une nécessité mais est également une chose faisable. La guerre biologique est déjà interdite. Il convient qu'intervienne rapidement la décision d'interdire les armements chimiques et radiologiques. Il faut également interdire ce genre d'armes particulièrement inhumaines qui ne sont pas couvertes par les deux protocoles additionnels à la Convention de Genève de 1949 récemment signés¹¹. Je pense en particulier aux bombes à fragmentation, au napalm et à d'autres armes qui infligent des souffrances particulièrement redoutables et cruelles à la population civile.

164. Le désarmement et la sécurité constituent les deux volets d'un même problème : la recherche d'une paix stable. Aucune mesure de désarmement ne devrait donner un avantage militaire à qui que ce soit. Il convient de préserver pour tous les pays le même niveau de sécurité dans ce processus de désarmement.

¹¹Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux et des conflits armés non internationaux adoptés le 8 juin 1977 par la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés.

165. Toutes les mesures que je viens de mentionner ne constituent que de petites touches dans le vaste tableau du désarmement. D'une certaine façon, le désarmement nucléaire représente l'une de ces touches, encore qu'elle soit d'une importance écrasante. Nous devons voir le schéma dans son ensemble. Et la thèse du désarmement général et complet devient compréhensible si nous tenons compte du rapport étroit qui existe entre les armements nucléaires et classiques — rapport qui existe réellement dans certaines parties du monde et qui existe en puissance dans d'autres.

166. L'autre jour, cet aspect du désarmement a été décrit de façon particulièrement frappante par le Président de la République française [3^e séance]. C'est à juste titre qu'il a souligné qu'un équilibre fiable dans le domaine des armes classiques doit intervenir sur le théâtre européen avant que l'on écarte les armes nucléaires. C'est avec un vif intérêt que nous avons pris note de l'initiative française pour faire face à ce problème par la convocation d'une conférence européenne, et nous l'étudierons avec soin.

167. Le problème des armes classiques, qu'il s'agisse de leur production ou de leur transfert, se présente de façon différente dans les diverses zones géographiques. Aucun des Etats importants ne devrait gagner une influence politique dans le tiers monde par le truchement de ces transferts d'armes. Un commerce très répandu d'armes classiques s'effectue de nos jours par peur des voisins. Partout où il existe un danger de conflit local, il y a une demande de moyens de défense plus lourds et plus sophistiqués. La possession d'armes dans un pays entraîne un sentiment de sécurité amoindrie dans l'autre. A long terme, la seule façon de rompre ce cercle vicieux, c'est la coopération régionale. Nous avons donc le sentiment que les organisations régionales devraient jouer un rôle majeur dans la limitation des armes classiques. Nous espérons que ces problèmes feront l'objet d'une étude réalisée sous l'égide des Nations Unies et, en fait, c'est une proposition que nous avons avancée avec d'autres.

168. Jusqu'à présent, j'ai traité de sujets de fond dont nous espérons qu'ils feront partie du programme d'action qui découlera de cette session extraordinaire. L'application d'un tel programme entraînera la modification de certains organes existants et peut-être la création de nouveaux organes. Nous espérons que dans ce domaine la session saura innover.

169. Un facteur majeur pour nous réside dans l'importance qu'il y a de veiller à ce que la France et la République populaire de Chine fassent partie du processus international de négociation.

170. Il est également essentiel qu'il y ait une suite efficace au programme d'action. Nous ne pouvons pas faire une comparaison directe entre la session extraordinaire sur le désarmement et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Toutefois, l'on peut établir certains parallèles. La session extraordinaire pourrait lancer un processus au terme duquel les objectifs agréés dans le domaine du désarmement feront l'objet périodiquement de réévaluations et de remises à jour.

Voilà qui continuerait à exercer une pression pour l'obtention de résultats tangibles. De toute manière, la session extraordinaire attire largement l'attention internationale, ce qui en soi est utile étant donné que cela stimule l'intérêt du public pour les problèmes du désarmement. Ces problèmes ne pourront pas être résolus sans le plus grand appui possible de l'opinion publique.

171. C'est très volontiers que le Gouvernement du Danemark coopérera à toute proposition constructive et réaliste en matière de désarmement où sa participation pourra être utile. Les experts danois et les installations danoises au Groënland par exemple pourront être utiles pour l'établissement d'un système sismique international, ce qui aiderait à résoudre le problème de la vérification d'une interdiction globale des essais.

172. La proposition nordique pour une étude en profondeur du rapport entre le désarmement et le développement [A/S-10/1, vol. V, document A/AC.187/80] est un autre exemple. Là nous nous trouvons confrontés à un aspect du problème du désarmement qui doit se placer dans une perspective à plus long terme. La course internationale aux armements entraîne une surconsommation massive à des fins de destruction. Elle consume d'énormes ressources dont nous avons un besoin criant si nous voulons répondre au défi économique et social de notre époque. Je pense en particulier, ce disant, au besoin urgent de combler le fossé entre les pays développés et moins développés — fossé qui est non seulement moralement inacceptable mais qui porte aussi en lui les germes de conflits ultérieurs. Dans cette perspective, je vois un lien évident entre les efforts faits au niveau international pour réduire la consommation mondiale à des fins militaires et notre engagement d'instaurer un nouvel ordre économique international.

173. La raison essentielle de cette étude proposée par les gouvernements nordiques est de mettre au point des conclusions et des recommandations adressées aux gouvernements nationaux sur la façon dont les ressources réelles maintenant consacrées à des fins militaires pourraient être transférées à des réalisations civiles constructives. Voilà qui rendrait plus aisées les décisions politiques à prendre dans une situation de désarmement donnée. Nous espérons que cette initiative entraînera de nouvelles propositions et de nouvelles actions dans ce domaine et permettra de développer des relations Nord-Sud plus productives.

174. J'ai commencé mon intervention en me félicitant de la tenue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Je terminerai sur la même note. Il y a toujours eu un rapport étroit entre l'attitude danoise en matière de désarmement et notre politique aux Nations Unies. La session actuelle de l'Assemblée générale constitue en soi une confirmation de ce point de vue. Les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement ne représentent, évidemment, qu'une partie de la tâche beaucoup plus étendue de sauvegarde de la paix et de la justice et de dernier recours du faible contre le fort.

175. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre du Danemark de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

176. Le dernier orateur de ce matin est le Premier Ministre d'Islande. C'est avec grand plaisir que j'accueille Son Excellence M. Geir Hallgrímsson et que je l'invite à prononcer son allocution devant l'Assemblée générale.

177. M. HALLGRIMSSON (Islande) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de dire combien je suis heureux de prendre la parole devant cette session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement sous votre conduite. Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous féliciter de la manière efficace dont vous avez conduit les travaux, d'une importance considérable, de la trente-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que ceux des huitième et neuvième sessions extraordinaires.

178. En nous réunissant pour cette dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale entièrement consacrée au désarmement, nous devons relever un défi en même temps qu'une occasion nous est offerte.

179. Cet immense défi nous a suivi depuis la naissance de l'Organisation des Nations Unies et d'énormes efforts ont été accomplis en matière de désarmement. Cependant, seul un progrès symbolique a pu être enregistré. Toutes les tentatives pour freiner la course aux armements se sont malheureusement révélées inefficaces. Non seulement le total des dépenses mondiales consacrées à des fins militaires ne cesse de s'accroître, mais il s'y est ajouté la prolifération nucléaire avec son pouvoir destructif très supérieur.

180. Aujourd'hui, alors que les 149 Membres de l'Organisation des Nations Unies sont réunis pour discuter exclusivement de la limitation et de la réduction des armements, la possibilité remarquable nous est offerte d'arrêter et de renverser cette tendance. Il a été longtemps évident que des progrès réels vers des mesures de désarmement effectives ne pourront être réalisés qu'avec la participation de tous les Etats. C'est surtout dans le but de souligner ce point que je voudrais m'adresser à l'Assemblée générale.

181. L'Islande est un des plus petits Etats Membres des Nations Unies. C'est une nation désarmée dans une île relativement grande de l'Atlantique Nord. Lorsqu'elle est devenue un Etat souverain, en 1918, elle a déclaré sa neutralité perpétuelle. Nous espérons qu'en étant neutres et désarmés il nous serait permis de vivre en paix dans notre île lointaine. Cependant, les événements — je veux parler de la deuxième guerre mondiale et de ce qui s'ensuivit — nous ont convaincus qu'il était d'une importance vitale pour nous de régler nos problèmes de sécurité en participant à un effort de défense multilatérale avec nos voisins les plus immédiats d'Europe et d'Amérique du Nord, dans le cadre de l'Alliance de l'Atlantique Nord, établie conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Lors de la signature du Traité de l'Atlantique Nord, l'Islande

a déclaré qu'elle resterait une nation sans armes comme elle l'avait été depuis des siècles. Nous comprenons cependant qu'étant donné l'incertitude régnant dans les affaires mondiales il est d'une importance vitale de garantir la sécurité des nations et des individus.

182. La paix et la sécurité internationales ont été préservées dans notre partie du monde. L'amélioration des relations Est-Ouest et des contacts plus étendus établis à la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe en 1975 ont offert de nouvelles possibilités de détente et de paix durable.

183. L'Islande a appuyé et appuiera toujours tous les efforts constructifs pour éliminer les sources de tension et de conflit. Pour parvenir à ce but, notre objectif doit être de créer des sociétés plus ouvertes; nous devons mettre en valeur les droits de l'homme; nous devons renforcer la démocratie; et, en ouvrant toutes les frontières, nous devons rendre plus étroites les relations entre les peuples. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons éliminer la méfiance et la suspicion et établir une atmosphère propice au désarmement.

184. L'Islande est devenue partie aux accords internationaux pour un désarmement partiel, négociés dans le cadre des Nations Unies depuis 15 ans, à commencer par le traité d'interdiction partielle des essais de 1963. Ces accords doivent être élargis et l'interdiction des essais doit être complète. L'accord doit se faire sur la limitation des armes nucléaires. Toutes les nations doivent adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. La condition préliminaire à tout désarmement dans le domaine nucléaire est, naturellement, qu'on arrive à un accord dans les négociations sur la limitation des armes stratégiques.

185. Cependant, des résultats satisfaisants dans le domaine du désarmement ne seront obtenus que si toutes les puissances nucléaires, et pas seulement les deux puissances participant aux négociations, peuvent se mettre d'accord sur des mesures communes de contrôle et de réduction d'armes. Le but doit être d'éliminer totalement les armes nucléaires des arsenaux nationaux.

186. Mais il y a encore d'autres tâches essentielles que la communauté internationale doit entreprendre immédiatement. La course aux armements de type classique doit de toute urgence être ralentie et inversée. Il convient de trouver des modalités permettant de garantir la sécurité sans un accroissement constant de la rivalité entre nations en ce qui concerne les dépenses militaires.

187. C'est ainsi que l'on pourrait réduire de manière radicale et globalement les dépenses militaires, non seulement dans les pays industrialisés, mais davantage encore dans les pays en développement dont les achats d'armes ont augmenté sensiblement au cours des années 1970.

188. Dans les sociétés démocratiques, les crédits consacrés à la défense sont considérés au regard des exigences d'un progrès économique accru et du bien-être individuel et, par conséquent, couvrent seulement les exigences fondamentales de sécurité. L'expérience montre que, dans les régimes où les dirigeants ne sont pas liés par la volonté du peuple exprimée en de libres élections,

la situation est différente et, dans ces pays, les dépenses militaires ont priorité sur le bien-être général des populations qui est limité en conséquence.

189. Plutôt que de se livrer au gaspillage de rares ressources à des fins militaires, il conviendrait d'accroître de manière importante l'aide au développement afin d'améliorer le sort économique et d'élever le niveau de vie des peuples dans les pays en développement et, en fait, dans le monde entier.

190. Cette session extraordinaire a été préparée de la manière la plus attentive et des progrès sensibles ont été accomplis vers un accord commun, encore qu'un grand nombre de problèmes demeurent en suspens dans la recherche de solutions généralement acceptables en ce qui concerne le document final, y compris la déclaration, le programme d'action et l'amélioration du mécanisme des négociations de désarmement. Avec de la bonne volonté, et grâce à la contribution positive de tous, j'espère que ces problèmes en suspens seront résolus de manière satisfaisante au cours de cette session.

191. La dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale doit marquer le début d'un chapitre nouveau d'efforts intensifiés vers un désarmement notable. Des

mesures significatives doivent faire l'objet d'un accord entre tous les Etats.

192. Ne renouvelons pas une fois de plus les efforts à peu près stériles des trois dernières décennies. Nous avons tourné en rond et nous nous sommes livrés à de nobles déclarations tandis que la course aux armements se poursuivait sans contrôle et que les armes devenaient de plus en plus destructrices et toujours plus largement réparties dans le monde.

193. Passons immédiatement à ces tâches urgentes : réduire les armements et accroître de manière globale le développement économique et social.

194. La sécurité et la stabilité doivent être préservées et la suspicion et la méfiance éliminées; sinon il ne serait possible d'aboutir à aucun résultat positif et l'objectif final du désarmement général et complet sous contrôle international efficace demeurerait toujours aussi lointain.

195. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de l'Islande de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

La séance est levée à 14 h 15.